

Note	Fußnote	Nota
(1) Déclaration de révision de la Constitution (<i>Moniteur belge</i> du 10 avril 2003).	(1) Erklärung zur Revision der Verfassung (<i>Belgisches Staatsblatt</i> vom 10. April 2003).	(1) Verklaring tot herziening van de Grondwet (<i>Belgisch Staatsblad</i> van 10 april 2003).
(2) <i>Sénat</i> .	(2) <i>Senat</i>	(2) <i>Senaat</i> .
<i>Documents</i> :	<i>Dokumente</i> :	<i>Stukken</i> :
3-1778 - 2005/2006 :	3-1778 - 2005/2006 :	3-1778 - 2005/2006 :
N° 1 : Proposition de révision de la Constitution.	Nr. 1: Vorschlag zur Revision der Verfassung	Nr. 1 : Voorstel tot herziening van de Grondwet.
N° 2 : Rapport.	Nr. 2: Bericht	Nr. 2 : Verslag.
N° 3 : Texte adopté par la commission.	Nr. 3: Von der Kommission angenommener Text	Nr. 3 : Tekst aangenomen door de commissie.
N° 4 : Amendements.	Nr. 4: Abänderungsanträge	Nr. 4 : Amendementen.
<i>Annales du Sénat</i> : 13 juillet 2006.	<i>Annalen des Senats</i> : 13. Juli 2006	<i>Handelingen van de Senaat</i> : 13 juli 2006.
<i>Chambre des représentants</i> :	<i>Abgeordnetenversammlung</i>	<i>Kamer van volksvertegenwoordigers</i> .
<i>Documents</i> :	<i>Dokumente</i> :	<i>Stukken</i> :
Doc 51 2647/ (2005/2006) :	Dok 51 2647/(2005/2006):	Doc 51 2647/ (2005/2006) :
001 : Projet transmis par le Sénat.	001: Vom Senat übermittelter Text	001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
002 et 003 : Amendements.	002 und 003: Abänderungsanträge	002 en 003 : Amendementen.
004 : Rapport.	004: Bericht	004 : Verslag.
005 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.	005: In der Plenarsitzung angenommener und dem König zur Sanktionierung vorgelegter Text	005 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.
<i>Compte rendu intégral</i> : 12 avril 2007.	<i>Ausführlicher Bericht</i> : 12. April 2007	<i>Integraal verslag</i> : 12 april 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 1673

[C - 2007/03184]

1^{er} AVRIL 2007. — Loi relative aux offres publiques d'acquisition (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

PARTIE I^{re}. — DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi vise notamment à assurer la transposition de la Directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition, de la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les Directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la Directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la Directive 93/22/CEE du Conseil, ainsi que de la Directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite Directive.

En ce qui concerne les dispositions de la partie II, la présente loi peut être citée sous l'intitulé « loi relative aux offres publiques d'acquisition ».

PARTIE II. — OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION

TITRE I^{er}. — Dispositions généralesCHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application de la partie II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, il y a lieu d'entendre par :

1° « offre publique d'acquisition » ou « offre » : une offre s'adressant aux détenteurs de titres de la société visée et destinée à acquérir tout ou partie de leurs titres, que l'offre soit volontaire ou obligatoire;

2° « offrant » : une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit public ou privé qui lancent une offre, ou pour le compte desquelles l'offre est lancée en tout ou en partie, ainsi que les personnes vis-à-vis desquelles l'offrant s'est engagé à céder tout ou partie des titres émis par la société visée qu'il détiendrait à l'issue de l'offre;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 1673

[C - 2007/03184]

1 APRIL 2007. — Wet op de openbare overnamebiedingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

DEEL I. — INLEIDENDE BEPALINGEN

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet strekt inzonderheid tot omzetting van Richtlijn 2004/25/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende het openbaar overnamebod, Richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende markten voor financiële instrumenten, tot wijziging van de Richtlijnen 85/611/EEG en 93/6/EEG van de Raad en van Richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 93/22/EEG van de Raad, en Richtlijn 2006/73/EG van de Commissie van 10 augustus 2006 tot uitvoering van Richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de door beleggingsondernemingen in acht te nemen organisatorische eisen en voorwaarden voor de bedrijfsuitoefening en wat betreft de definitie van begrippen voor de toepassing van genoemde richtlijn.

Wat de bepalingen van deel II betreft, mag naar deze wet worden verwezen onder het opschrift « wet op de openbare overnamebiedingen ».

DEEL II. — DE OPENBARE OVERNAMEBIEDINGEN

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten verstaat men onder :

1° « openbaar overnamebod » of « bod » : een aanbod dat gericht is tot de houders van effecten van de doelvennootschap om al of een deel van hun effecten te verwerven, ongeacht of het bod vrijwillig of verplicht is;

2° « bieder » : één of meerdere natuurlijke personen of rechtspersonen, beheerst door publiekrecht dan wel privaatrecht, die een bod uitbrengen, dan wel voor wiens rekening het bod geheel of ten dele wordt uitgebracht evenals de personen tegenover wie de bieder zich verbonden heeft de effecten uitgegeven door de doelvennootschap die hij na het bod zou bezitten, geheel of ten dele over te dragen;

3° « société visée » : la société dont les titres font l'objet d'une offre ou devront, à la suite d'une acquisition de titres, faire l'objet d'une offre;

4° « organe d'administration » : le conseil d'administration d'une société anonyme de droit belge ou l'organe équivalent dans les autres cas;

5° « personnes agissant de concert » :

a) les personnes physiques ou morales qui coopèrent avec l'offrant, avec la société visée ou avec d'autres personnes, sur la base d'un accord, formel ou tacite, oral ou écrit, visant à obtenir le contrôle de la société visée, à faire échouer une offre ou à maintenir le contrôle de la société visée;

b) les personnes physiques ou morales qui ont conclu un accord portant sur l'exercice concerté de leurs droits de vote, en vue de mener une politique commune durable vis-à-vis de la société en question;

6° « contrôle » : le contrôle au sens des articles 5 et 7 du Code des sociétés;

7° « parties à l'offre » : l'offrant, les membres de l'organe d'administration de l'offrant et de l'organe auquel cet organe d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs, la société visée, les détenteurs de titres de la société visée et les membres de l'organe d'administration de la société visée et de l'organe auquel cet organe d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs, ainsi que les personnes agissant de concert avec ces parties;

8° « titres » :

a) toutes les catégories d'instruments de placement négociables sur le marché des capitaux, et notamment :

i) les actions de sociétés et autres instruments de placement équivalents à des actions de sociétés, de sociétés de type partnership ou d'autres entités, en ce compris les instruments de placement émis par des organismes de placement collectif, revêtant la forme contractuelle ou de trust, en représentation des droits des participants sur les actifs de ces organismes, ainsi que les certificats représentatifs d'actions;

ii) les obligations et les autres titres de créance ou d'emprunt, y compris les certificats représentatifs de tels titres et les certificats immobiliers;

iii) tout autre titre donnant le droit d'acquérir ou de vendre de tels titres ou donnant lieu à un règlement en espèces dont le montant est fixé par référence à des titres ou à d'autres actifs;

b) les autres instruments de placement visés à l'article 4 de la loi du 16 juin 2006;

9° « titres donnant accès au droit de vote » : les titres conférant le droit d'acquérir tout titre avec droit de vote de la société visée à la suite d'une conversion ou de l'exercice de ce droit, pour autant que ces titres soient émis par l'émetteur des titres avec droit de vote à créer;

10° « certificats immobiliers » : les titres de créance incorporant des droits sur les revenus, produits et prix de réalisation d'un ou plusieurs biens immobiliers, navires ou aéronefs déterminés lors de l'émission des certificats;

11° « marché réglementé » : tout marché réglementé belge ou étranger visé à l'article 2, 5° ou 6°, de la loi du 2 août 2002;

12° « marché réglementé belge » : tout marché réglementé belge visé à l'article 2, 5°, de la loi du 2 août 2002;

13° « système multilatéral de négociation » ou « MTF » : un système multilatéral de droit belge, exploité par une entreprise d'investissement ou un opérateur de marché, qui assure la rencontre – en son sein même et selon des règles non discrétionnaires – de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats;

14° « marché principal » :

a) l'Etat membre sur le marché réglementé duquel les titres avec droit de vote de la société visée sont admis à la négociation, ou

3° « doelvennootschap » : de vennootschap die de effecten heeft uitgegeven waarop een bod wordt uitgebracht of waarop, naar aanleiding van een effectenverwerving, een bod zal moeten worden uitgebracht;

4° « bestuursorgaan » : de raad van bestuur van een Belgische naamloze vennootschap of het gelijkwaardige orgaan in de andere gevallen;

5° « in onderling overleg handelende personen » :

a) de natuurlijke personen of rechtspersonen die met de bieder, met de doelvennootschap of met andere personen samenwerken op grond van een uitdrukkelijk of stilzwijgend, mondeling of schriftelijk akkoord dat ertoe strekt de controle over de doelvennootschap te verkrijgen, het welslagen van een bod te dwarsbomen dan wel de controle over de doelvennootschap te handhaven;

b) de natuurlijke personen of rechtspersonen die een akkoord hebben gesloten aangaande de onderling afgestemde uitoefening van hun stemrechten, om een duurzaam gemeenschappelijk beleid ten aanzien van de betrokken vennootschap te voeren;

6° « controle » : controle in de zin van de artikelen 5 en 7 van het Wetboek van vennootschappen;

7° « partijen bij een bod » : de bieder, de leden van het bestuursorgaan van de bieder en van het orgaan waaraan dit bestuursorgaan een gedeelte van zijn bevoegdheden heeft overgedragen, de doelvennootschap, de effectenhouders van de doelvennootschap, de leden van het bestuursorgaan van de doelvennootschap en van het orgaan waaraan dit bestuursorgaan een gedeelte van zijn bevoegdheden heeft overgedragen, en de personen die in onderling overleg met voornoemde partijen handelen;

8° « effecten » :

a) alle categorieën op de kapitaalmarkt verhandelbare beleggingsinstrumenten, en inzonderheid :

i) aandelen in vennootschappen en andere met aandelen in vennootschappen, partnerships of andere entiteiten gelijk te stellen beleggingsinstrumenten, inclusief de beleggingsinstrumenten die zijn uitgegeven door instellingen voor collectieve belegging die zijn geregeld bij overeenkomst of als trust, en waarin de rechten van de deelnemers op de activa van die instellingen zijn belichaamd, alsook aandelen certificaten;

ii) obligaties en andere schuldinstrumenten, inclusief de certificaten die dergelijke instrumenten vertegenwoordigen en vastgoedcertificaten;

iii) alle andere effecten die het recht verlenen om die effecten te verwerven of te verkopen, of die aanleiding geven tot een afwikkeling in contanten waarvan het bedrag wordt bepaald op grond van effecten of andere activa;

b) de andere beleggingsinstrumenten bedoeld in artikel 4 van de wet van 16 juni 2006;

9° « effecten die toegang geven tot stemrecht » : effecten die recht geven op het verkrijgen van om het even welke effecten met stemrecht van de doelvennootschap door middel van conversie of door uitoefening van de daaraan verbonden rechten, op voorwaarde dat deze effecten zijn uitgegeven door de uitgevende instelling van de te creëren effecten met stemrecht;

10° « vastgoedcertificaten » : de schuldinstrumenten die rechten incorporeren op de inkomsten, op de opbrengsten en op de realisatiewaarde van één of meer bij de uitgifte van de certificaten bepaalde onroerende goederen, schepen of luchtvaartuigen;

11° « gereguleerde markt » : elke Belgische of buitenlandse gereguleerde markt bedoeld in artikel 2, 5° of 6°, van de wet van 2 augustus 2002;

12° « Belgische gereguleerde markt » : elke Belgische gereguleerde markt bedoeld in artikel 2, 5°, van de wet van 2 augustus 2002;

13° « multilaterale handelsfaciliteit » of « MTF » : een door een beleggingsonderneming of een marktexploitant geëxploiteerd multilateraal systeem naar Belgisch recht dat meerdere koop- en verkoopintenties van derden met betrekking tot financiële instrumenten – binnen dit systeem en volgens niet-discretionaire regels – samenbrengt op zodanige wijze dat er een overeenkomst uit voortvloeit;

14° « hoofdmakkt » :

a) de lidstaat waar de effecten met stemrecht van de doelvennootschap tot de handel op een gereguleerde markt zijn toegelaten, dan wel

b) si les titres avec droit de vote de la société visée sont admis à la négociation sur les marchés réglementés de plus d'un Etat membre, l'Etat membre sur le marché réglementé duquel les titres de la société ont été admis à la négociation en premier lieu, ou

c) si les titres avec droit de vote de la société visée sont ou ont été admis en premier lieu à la négociation simultanément sur les marchés réglementés de plusieurs Etats membres, l'un des Etats membres concernés tel que désigné par la société visée;

15° « la Directive 83/349/CEE » : la septième Directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983 fondée sur l'article 54 paragraphe 3 point g) du traité, concernant les comptes consolidés;

16° « la Directive 93/22/CEE » : la Directive 93/22/CEE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières;

17° « la Directive 2001/34/CE » : la Directive 2001/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 mai 2001 concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs;

18° « la Directive 2003/6/CE » : la Directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché);

19° « la Directive 2003/71/CE » : la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la Directive 2001/34/CE;

20° « la Directive 2004/25/CE » : la Directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition;

21° « la Directive 2004/39/CE » : la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les Directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la Directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la Directive 93/22/CEE du Conseil;

22° « la Directive 2004/109/CE » : la Directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la Directive 2001/34/CE;

23° « le Code des sociétés » ou « C.Soc. » : le Code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999;

24° « la loi du 2 août 2002 » : la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

25° « la loi du 16 juin 2006 » : la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés;

26° « CBFA » : la Commission bancaire, financière et des assurances;

27° « jour(s) ouvrable(s) » : jour(s) ouvrable(s) dans le domaine bancaire, à l'exception des samedis et dimanches;

28° « Etat membre » : un Etat membre de l'Espace économique européen;

29° « période d'offre » : la période commençant au moment de la publication de l'avis annonçant l'intention de l'offrant de lancer une offre – ou de la publication, à la demande de la CBFA, du communiqué faisant part de l'intention d'un offrant potentiel de lancer une offre – et se terminant au moment de la publication des résultats de l'offre, de la contre-offre ainsi que de la surenchère, ou de leur caducité;

30° « période d'acceptation » : la période durant laquelle les détenteurs de titres peuvent accepter l'offre;

31° « prix » : la contrepartie proposée aux détenteurs des titres faisant l'objet de l'offre;

32° « personne » : une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, 5°, les personnes physiques ou morales qui sont liées, au sens de l'article 11 du Code des sociétés, à d'autres personnes physiques ou morales, sont réputées être des personnes agissant de concert avec ces autres personnes et entre elles.

b) indien de effecten met stemrecht van de doelvennootschap in meer dan één lidstaat tot de handel op een gereglementeerde markt zijn toegelaten, de lidstaat waar de effecten voor de eerste maal tot de handel op een gereglementeerde markt werden toegelaten, dan wel

c) indien de effecten met stemrecht van de doelvennootschap in meer dan één lidstaat tegelijk voor de eerste maal tot de handel op een gereglementeerde markt worden of zijn toegelaten, één van de betrokken lidstaten aangewezen door de doelvennootschap;

15° « Richtlijn 83/349/EEG » : Zevende Richtlijn 83/349/EEG van de Raad van 13 juni 1983 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub g) van het Verdrag betreffende de geconsolideerde jaarrekening;

16° « Richtlijn 93/22/EEG » : Richtlijn 93/22/EEG van de Raad van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten;

17° « Richtlijn 2001/34/EG » : Richtlijn 2001/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 mei 2001 betreffende de toelating van effecten tot officiële notering aan een effectenbeurs en de informatie die over deze effecten moet worden gepubliceerd;

18° « Richtlijn 2003/6/EG » : Richtlijn 2003/6/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 betreffende handel met voorwetenschap en marktmanipulatie (marktmissbruik);

19° « Richtlijn 2003/71/EG » : Richtlijn 2003/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 betreffende het prospectus dat gepubliceerd moet worden wanneer effecten aan het publiek worden aangeboden of tot de handel worden toegelaten en tot wijziging van Richtlijn 2001/34/EG;

20° « Richtlijn 2004/25/EG » : Richtlijn 2004/25/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende het openbaar overnamebod;

21° « Richtlijn 2004/39/EG » : Richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende markten voor financiële instrumenten, tot wijziging van de Richtlijnen 85/611/EEG en 93/6/EEG van de Raad en van Richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 93/22/EEG van de Raad;

22° « Richtlijn 2004/109/EG » : Richtlijn 2004/109/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 2004 betreffende de transparantievereisten die gelden voor informatie over uitgevende instellingen waarvan effecten tot de handel op een gereglementeerde markt zijn toegelaten en tot wijziging van Richtlijn 2001/34/EG;

23° « Wetboek van vennootschappen » of « W.Venn. » : Wetboek van vennootschappen, ingevoerd door de wet van 7 mei 1999;

24° « Wet van 2 augustus 2002 » : Wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;

25° « Wet van 16 juni 2006 » : Wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt;

26° « CBFA » : de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen;

27° « werkdag(en) » : werkdag(en) in de banksector, met uitsluiting van zaterdag en zondag;

28° « lidstaat » : lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

29° « biedperiode » : periode die aanvangt op het ogenblik van de publicatie van de kennisgeving van het voornemen van de bieder om een bod uit te brengen – of de publicatie van de mededeling, op verzoek van de CBFA, van de intentie van een mogelijke bieder tot het uitbrengen van een bod – en die eindigt bij de publicatie van de resultaten van zowel het bod, het tegenbod als het hoger bod of bij het verval ervan;

30° « aanvaardingsperiode » : periode gedurende welke de effectenhouders het bod kunnen aanvaarden;

31° « prijs » : de tegenwaarde voorgesteld aan de houders van de effecten waarop het bod betrekking heeft;

32° « persoon » : een of verschillende natuurlijke personen of rechtspersonen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 5°, worden de natuurlijke personen of rechtspersonen die, in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen, verbonden zijn met andere natuurlijke personen of rechtspersonen, beschouwd als met die andere personen en met elkaar in onderling overleg optredende personen.

Art. 4. § 1^{er}. La partie II de la présente loi et ses arrêtés d'exécution s'appliquent :

1° à toute offre publique volontaire portant sur des titres, effectuée sur le territoire belge;

2° à toute offre publique obligatoire portant sur les titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par une société qui a son siège statutaire en Belgique et dont une partie au moins des titres avec droit de vote sont admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation désigné par le Roi;

3° aux questions touchant à la contrepartie offerte et à la procédure d'offre en cas d'offre publique obligatoire portant sur des titres avec droit de vote émis par une société qui a son siège statutaire dans un autre Etat membre mais qui n'y est pas admise à la négociation sur un marché réglementé, pour autant que son marché principal soit situé en Belgique;

4° aux questions touchant à l'information dans le cas d'une offre obligatoire qui n'est pas visée au 2° ou 3°, lorsque cette offre est également ouverte en Belgique;

5° à toute offre publique de reprise au sens de l'article 513, § 1^{er}, C.Soc.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 1°, l'application des dispositions ci-dessous à une offre publique d'acquisition volontaire, autre qu'une offre lancée par la société visée elle-même, visant à acquérir le contrôle de la société visée dont une partie au moins des titres avec droit de vote sont admis à la négociation sur un marché réglementé, et portant sur des titres avec droit de vote, s'opère selon les modalités suivantes :

1° à l'exception des articles 20 et 31 à 34, la partie II de la présente loi et ses arrêtés d'exécution ne sont pas applicables lorsque tant le siège statutaire que le marché principal de la société visée sont situés dans un autre Etat membre;

2° outre les articles 20 et 31 à 34, les dispositions de droit belge s'appliquent uniquement pour les questions relatives à l'information à fournir au personnel et les questions relevant du droit des sociétés, lorsque la société visée a son siège statutaire en Belgique mais n'est pas admise à la négociation sur un marché réglementé belge et que son marché principal est situé dans un autre Etat membre;

3° la partie II de la présente loi et ses arrêtés d'exécution s'appliquent uniquement pour les questions relatives à la contrepartie offerte et à la procédure d'offre, lorsque la société visée a son siège statutaire dans un autre Etat membre mais n'y est pas admise à la négociation sur un marché réglementé et que son marché principal est situé en Belgique.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, 2°, sont seuls applicables, lorsque le siège statutaire d'une société visée est situé en Belgique, sans que les titres de cette société soient admis à la négociation sur un marché réglementé belge tandis que son marché principal est situé dans un autre Etat membre :

1° l'article 20 et les articles 31 à 34;

2° les dispositions de droit belge concernant les questions relatives à l'information à fournir au personnel et les questions relevant du droit des sociétés;

3° les dispositions de la partie II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution concernant les questions relatives à la détermination et au calcul du seuil dans le cadre de l'offre obligatoire.

§ 4. Sans préjudice de l'application du § 1^{er}, 1°, et de l'alinéa 2, toute offre qui tombe dans le champ d'application de la Directive 2004/25/CE, est ouverte en Belgique lorsque les titres avec droit de vote de la société visée sont admis à la négociation sur un marché réglementé belge.

Toute offre obligatoire est ouverte en Belgique dès que cette offre revêt un caractère public en Belgique conformément à l'article 6.

Art. 5. Lorsqu'une personne détient directement ou indirectement, à la suite d'une acquisition faite par elle-même, par des personnes agissant de concert avec elle ou par des personnes agissant pour le compte de ces personnes, plus de 30% des titres avec droit de vote d'une société qui a son siège statutaire en Belgique et dont une partie au moins des titres avec droit de vote sont admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation désigné par le Roi, elle est tenue, dans les conditions déterminées par le Roi, de lancer une offre publique d'acquisition sur la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote émis par cette société. Elle en avise la CBFA.

Art. 4. § 1. Deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten zijn toepasselijk op :

1° elk vrijwillig openbaar bod op effecten op het Belgisch grondgebied;

2° elk verplicht openbaar bod op de effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht, uitgegeven door een vennootschap met statutaire zetel in België, waarvan minstens een gedeelte van de effecten met stemrecht is toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt of een door de Koning aangeduide multilaterale handelsfaciliteit;

3° de aangelegenheden in verband met de geboden vergoeding evenals de biedingsprocedure bij een verplicht openbaar bod op de effecten met stemrecht uitgegeven door een vennootschap met statutaire zetel in een andere lidstaat, doch die er niet is toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt mits de hoofdmarkt ervan in België gelegen is;

4° de aangelegenheden in verband met de informatieverstrekking bij een verplicht bod dat niet valt onder 2° of 3° en dat ook in België wordt opengesteld;

5° een openbaar bod tot uitkoop in de zin van artikel 513, § 1, W.Venn.

§ 2. In afwijking van § 1, 1°, zijn op een vrijwillig openbaar overnamebod, ander dan een bod uitgebracht door de doelvennootschap zelf, dat strekt tot het verkrijgen van de controle over de doelvennootschap waarvan minstens een gedeelte van de effecten met stemrecht is toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt en slaat op effecten met stemrecht :

1° behoudens de artikelen 20 en 31 tot 34, deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten niet toepasselijk indien zowel de statutaire zetel als de hoofdmarkt van de doelvennootschap in een andere lidstaat gelegen zijn;

2° naast de artikelen 20 en 31 tot 34, de bepalingen van Belgisch recht enkel toepasselijk voor aangelegenheden in verband met de informatieverstrekking aan de werknemers en aangelegenheden bepaald in het vennootschapsrecht, indien de doelvennootschap haar statutaire zetel in België gelegen is, doch niet is toegelaten tot de handel op een Belgische gereglementeerde markt, en haar hoofdmarkt in een andere lidstaat gelegen is;

3° deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten enkel toepasselijk voor aangelegenheden in verband met de geboden vergoeding en de biedingsprocedure, indien de doelvennootschap haar statutaire zetel in een andere lidstaat gelegen is, doch er niet is toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt, en haar hoofdmarkt in België gelegen is.

§ 3. In afwijking van § 1, 2°, zijn enkel toepasselijk, indien de statutaire zetel van een doelvennootschap in België is gelegen, zonder dat de effecten van deze vennootschap zijn toegelaten tot de handel op een Belgische gereglementeerde markt, terwijl haar hoofdmarkt in een andere lidstaat is gelegen :

1° de artikelen 20 en 31 tot 34;

2° de bepalingen van Belgisch recht inzake aangelegenheden in verband met de informatieverstrekking aan de werknemers en aangelegenheden in verband met het vennootschapsrecht;

3° de bepalingen van deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten inzake aangelegenheden in verband met de vaststelling en berekening van de drempel bij verplicht bod.

§ 4. Onverminderd de toepassing van § 1, 1°, en van het tweede lid, wordt een overnamebod dat valt onder het toepassingsgebied van de Richtlijn 2004/25/EG, opengesteld in België wanneer de effecten met stemrecht van de doelvennootschap zijn toegelaten tot de handel op een Belgische gereglementeerde markt.

Een verplicht bod wordt in België opengesteld van zodra dit bod een openbaar karakter heeft in België overeenkomstig artikel 6.

Art. 5. Wanneer een persoon, ten gevolge van een eigen verwerving of een verwerving door in onderling overleg met hem handelende personen of personen die handelen voor rekening van deze personen, rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan 30% van de effecten met stemrecht houdt in een vennootschap met statutaire zetel in België en waarvan minstens een gedeelte van de effecten met stemrecht is toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt of een door de Koning aangeduide multilaterale handelsfaciliteit, dient hij, onder de Koning gestelde voorwaarden, een openbaar overnamebod uit te brengen op het geheel van de effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht uitgegeven door deze vennootschap en geeft hij hiervan kennis aan de CBFA.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la CBFA, fixer un autre pourcentage ou un pourcentage supplémentaire des titres avec droit de vote, afin de tenir compte des évolutions sur les marchés financiers, et, le cas échéant, prendre des mesures transitoires.

Art. 6. § 1^{er}. Le caractère public d'une offre d'acquisition lancée sur le territoire belge est établi :

1° lorsqu'il y a diffusion, sur le territoire belge, d'une communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, qui présente une information suffisante sur les conditions de l'offre pour mettre un détenteur de titres en mesure de décider de céder ses titres et qui est faite par l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui, ou par une personne agissant pour le compte de ces personnes;

2° dès que sont mis en œuvre, sur le territoire belge, par l'offrant ou une personne agissant de concert avec lui ou par une personne agissant pour le compte de ces personnes, des procédés de publicité de quelque nature qu'ils soient, destinés à annoncer ou à recommander l'offre d'acquisition.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, est présumée agir pour le compte de l'offrant ou d'une personne agissant de concert avec lui, toute personne qui perçoit directement ou indirectement une rémunération ou un avantage à l'occasion de l'offre.

Pour l'application du § 1^{er}, 2°, est considérée comme procédé de publicité :

1° la diffusion d'informations dans la presse écrite ou dans des publications, périodiques ou non, ou par la radio, la télévision ou tout autre moyen audiovisuel;

2° la diffusion de circulaires ou de tous autres documents standardisés relatifs à l'opération, même s'ils sont adressés personnellement au destinataire;

3° la diffusion d'informations par voie de téléphonie ou par recours à un système d'information électronique;

4° l'utilisation d'autres techniques visant à porter l'opération à la connaissance du public.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, ne revêtent pas un caractère public, les catégories d'offres suivantes :

1° les offres effectuées sur le territoire belge qui concernent des titres répandus uniquement parmi des investisseurs qualifiés au sens de l'article 10 de la loi du 16 juin 2006;

2° les offres adressées, à des conditions identiques, sur le territoire belge, à moins de 100 personnes physiques ou morales autres que des investisseurs qualifiés au sens de l'article 10 de la loi du 16 juin 2006;

3° les offres portant sur des titres dont la valeur nominale unitaire s'élève au moins à 50.000 euros.

Cette dérogation ne s'applique pas en cas d'offre publique obligatoire visée à l'article 4, § 1^{er}, 2°.

Art. 7. La partie II de la présente loi et ses arrêtés d'exécution ne s'appliquent pas aux offres publiques d'acquisition portant sur des titres émis par :

1° des sociétés dont l'objet est le placement collectif de moyens financiers recueillis auprès du public, dont le fonctionnement est soumis au principe de la répartition des risques et dont les parts sont, à la demande des porteurs, rachetées ou remboursées, directement ou indirectement, à charge des actifs de ces sociétés. Est assimilé à de tels rachats ou remboursements, et n'est pas davantage soumis aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, le fait pour ces sociétés d'agir afin de garantir que la valeur en bourse de leurs parts ne s'écarte pas sensiblement de leur valeur d'inventaire nette;

2° les banques centrales des Etats membres.

CHAPITRE II. — *Habilitation au Roi*

Art. 8. Le Roi arrête, sur avis de la CBFA, les mesures d'exécution destinées à régler les opérations visées à l'article 4, en tenant compte notamment des dispositions de la Directive 2004/25/CE.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de CBFA, voor de toepassing van het voorgaande lid, een ander of een bijkomend percentage van de effecten met stemrecht vaststellen teneinde rekening te houden met de evoluties op de financiële markten en, in voorkomend geval, overgangsmaatregelen treffen.

Art. 6. § 1. Het openbaar karakter van een overnamebod op het Belgisch grondgebied staat vast :

1° bij de verspreiding op het Belgisch grondgebied van een in om het even welke vorm en met om het even welk middel tot personen gerichte mededeling, waarin voldoende informatie over de voorwaarden van het bod wordt verstrekt om een effectenhouder in staat te stellen tot overdracht van zijn effecten te besluiten, en die wordt verricht door de bieder of een persoon die met de bieder in onderling overleg handelt, dan wel door een persoon die handelt voor rekening van deze personen;

2° zodra reclamemiddelen, van welke aard ook, door de bieder of een persoon die met de bieder in onderling overleg handelt, dan wel door een persoon die handelt voor rekening van deze personen, op het Belgisch grondgebied zijn aangewend die het overnamebod beogen aan te kondigen of aan te bevelen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt eenieder die naar aanleiding van het bod rechtstreeks of onrechtstreeks een vergoeding of voordeel ontvangt, geacht te handelen voor rekening van de bieder of van een persoon die met de bieder in onderling overleg handelt.

Voor de toepassing van § 1, 2°, wordt als reclamemiddel beschouwd :

1° het verspreiden van informatie in de schrijvende pers of in al dan niet periodieke publicaties of het gebruik van radio, televisie of andere audiovisuele middelen;

2° het verspreiden van circulaires of van andere gestandaardiseerde stukken met betrekking tot de verrichting, ook al worden ze aan de geadresseerde persoonlijk toegezonden;

3° het verspreiden van informatie via telefonisch of elektronisch informatieverkeer;

4° het gebruik van andere technieken om de verrichting bekend te maken.

§ 3. In afwijking van § 1 worden de onderstaande types van biedingen beschouwd als biedingen die geen openbaar karakter hebben :

1° de biedingen op het Belgisch grondgebied die effecten betreffen die uitsluitend verspreid zijn bij gekwalificeerde beleggers in de zin van artikel 10 van de wet van 16 juni 2006;

2° de biedingen die, tegen gelijke voorwaarden, gericht zijn op het Belgisch grondgebied tot minder dan 100 natuurlijke personen of rechtspersonen, andere dan gekwalificeerde beleggers in de zin van artikel 10 van de wet van 16 juni 2006;

3° de biedingen op effecten met een nominale waarde per eenheid van ten minste 50.000 euro.

Deze afwijking geldt niet voor een verplicht openbaar bod als bedoeld in artikel 4, § 1, 2°.

Art. 7. Deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten zijn niet van toepassing op openbare overnamebiedingen op effecten die zijn uitgegeven door :

1° vennootschappen die tot doel hebben uit het publiek aangetrokken financiële middelen collectief te beleggen volgens het beginsel van risicospreiding, en waarvan de rechten van deelneming op verzoek van de houders ten laste van de activa van deze vennootschappen direct of indirect worden ingekocht of terugbetaald. Met dergelijke inkopen of terugbetalingen wordt gelijkgesteld en zijn evenmin aan de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten onderworpen, ieder handelen van een dergelijke vennootschap om te voorkomen dat de waarde van haar deelnemingsrechten ter beurze aanzienlijk afwijkt van de intrinsieke waarde;

2° de centrale banken van de lidstaten.

HOOFDSTUK II. — *Machtiging aan de Koning*

Art. 8. De Koning neemt bij besluit, na advies van de CBFA, uitvoeringsmaatregelen tot nadere regeling van de verrichtingen bedoeld in artikel 4, inzonderheid rekening houdend met de bepalingen van de Richtlijn 2004/25/EG.

Il peut notamment, le cas échéant en opérant une distinction en fonction de la nature de l'opération et des titres faisant l'objet de l'offre :

1° déterminer les obligations et les interdictions applicables aux parties à l'offre publique, aux parties dont on peut, de l'avis de l'autorité compétente, raisonnablement présumer qu'elles pourraient être concernées par une offre publique éventuelle et, en cas d'offre publique portant sur des certificats immobiliers, aux parties qui sont intervenues lors de l'émission desdits certificats, ainsi que promulguer des dispositions visant à assurer le bon fonctionnement du marché;

2° réglementer les conditions et le déroulement d'une offre publique volontaire et, notamment, l'irrévocabilité d'une offre publique, la caducité d'une offre publique, la révision et le retrait d'une offre publique, la concurrence d'offres publiques, les modalités d'acceptation d'une offre publique, la publication des résultats, les modalités de paiement du prix, la réouverture d'une offre publique et les conditions autorisées;

3° réglementer l'offre publique lancée par un ou plusieurs détenteurs de titres qui, compte tenu le cas échéant des titres détenus par des personnes qui leur sont liées, exercent le contrôle sur une société belge et, notamment, préciser les règles concernant la procédure à suivre, la désignation, l'indépendance et les travaux d'un ou de plusieurs experts;

4° déterminer la procédure et les modalités d'exécution de l'obligation de lancer une offre, déterminer les cas ainsi que les modalités de l'obligation de lancer une offre à la suite d'une acquisition indirecte du contrôle de la société visée, déterminer le prix auquel doit s'effectuer l'offre obligatoire ainsi que la procédure à suivre, et déterminer les dérogations à l'obligation de lancer une offre qui peuvent éventuellement s'appliquer dans le chef de l'une des personnes agissant de concert;

5° réglementer l'offre publique de reprise, telle que visée à l'article 513, § 1^{er}, C.Soc., et notamment préciser les règles concernant la procédure à suivre, la désignation éventuelle, l'indépendance et les travaux d'un ou de plusieurs experts, et le mode de fixation du prix;

6° déterminer les obligations incombant aux parties à l'offre publique, après la clôture de celle-ci;

7° déterminer les conditions auxquelles les détenteurs de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote peuvent exiger qu'un offrant qui, seul ou de concert, détient à l'issue de l'offre publique 95 % des titres avec droit de vote, reprenne leurs titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, et déterminer la procédure à suivre et le mode de fixation du prix;

8° prévoir les conditions dans lesquelles, à l'issue d'une offre publique de reprise, l'entreprise de marché d'un marché réglementé belge ou l'opérateur d'un système multilatéral de négociation belge procède à la radiation des titres qui étaient admis à la négociation;

9° déterminer, par référence aux orientations définies à l'article 9, les circonstances dans lesquelles des dérogations générales aux dispositions de la partie II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution peuvent être accordées.

Art. 9. Lorsqu'il prend les mesures d'exécution visées à l'article 8, le Roi tient compte des orientations suivantes :

1° tous les détenteurs de titres de la société visée qui appartiennent à la même catégorie doivent bénéficier d'un traitement équivalent; en outre, si une personne acquiert le contrôle d'une société, les autres détenteurs de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote doivent être protégés;

2° les détenteurs de titres de la société visée doivent disposer de suffisamment de temps et d'informations pour être à même de prendre une décision sur l'offre en toute connaissance de cause; lorsqu'il conseille les détenteurs de titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, l'organe d'administration de la société visée doit présenter son avis relatif aux répercussions de la mise en œuvre de l'offre sur l'emploi, les conditions d'emploi et les sites d'activité de la société;

3° l'organe d'administration de la société visée doit agir dans l'intérêt de la société dans son ensemble;

4° il ne doit pas se créer, du fait de l'offre ou de comportements dans le chef de parties à l'offre, de marchés faussés pour les titres de la société visée, de la société offrante ou de toute autre société concernée par

Hij kan inzonderheid, desgevallend een onderscheid makend in functie van de aard van de verrichting en de effecten waarop het bod slaat :

1° de verplichtingen en verbodsbepalingen vaststellen in hoofde van de partijen bij een openbaar bod, de partijen waarvan, naar het oordeel van de bevoegde autoriteit, redelijkerwijze kan worden vermoed dat ze bij een mogelijk openbaar bod betrokken zouden kunnen zijn en, in geval van een openbaar bod op vastgoedcertificaten, de partijen die zijn tussengekomen bij de uitgifte van de vastgoedcertificaten, evenals de bepalingen uitvaardigen die de goede werking van de markt dienen te garanderen;

2° de vereisten en het verloop van een vrijwillig openbaar bod en onder meer de onherroepelijkheid van een openbaar bod, het verval van een openbaar bod, de herziening en intrekking van een openbaar bod, concurrerende openbare biedingen, de aanvaardingsmodaliteiten van een openbaar bod, de openbaarmaking van het resultaat, de modaliteiten van de betaling van de prijs, de heropening van een openbaar bod en de toegestane voorwaarden regelen;

3° het openbaar bod reglementeren dat wordt uitgebracht door één of meer effectenhouders die, desgevallend rekening houdend met de effecten gehouden door personen die met hun verbonden zijn, de controle uitoefenen over een Belgische vennootschap en inzonderheid een nadere regeling treffen inzake de te volgen procedure, de aanstelling, de onafhankelijkheid en de werkzaamheden van één of verschillende experts;

4° de procedure en modaliteiten bepalen voor de uitvoering van de biedplicht, de gevallen bepalen en nadere regels uitwerken voor de biedplicht die ontstaat naar aanleiding van een indirecte verwerving van controle over de doelvennootschap, de prijs vaststellen waartegen het verplicht bod moet worden doorgevoerd evenals de te volgen procedure en afwijkingen op de biedplicht te bepalen die desgevallend kunnen gelden in hoofde van één van de in onderling overleg handelende personen;

5° het openbaar bod tot uitkoop, zoals bedoeld in artikel 513, § 1, W.Venn., reglementeren en inzonderheid een nadere regeling treffen inzake de te volgen procedure, de eventuele aanstelling, de onafhankelijkheid en de werkzaamheden van één of verschillende experts en de wijze van vaststelling van de prijs;

6° de verplichtingen bepalen in hoofde van de partijen bij een openbaar bod, na de afloop ervan;

7° de voorwaarden vaststellen waarin de houders van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht kunnen eisen dat eenieder die, alleen of in onderling overleg, na afloop van een openbaar bod in het bezit is van 95 % van de effecten met stemrecht, hun effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht overneemt en hiertoe de te volgen procedure en de wijze van vaststelling van de prijs bepalen;

8° de voorwaarden bepalen waarin, na afloop van een openbaar bod tot uitkoop, de marktonderneming van een Belgische gereguleerde markt of de exploitant van een Belgische multilaterale handelsfaciliteit overgaat tot de schrapping van de effecten die tot de handel waren toegelaten;

9° onder verwijzing naar de richtsnoeren bepaald in artikel 9, de omstandigheden bepalen waarin algemene afwijkingen op de bepalingen van deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten kunnen worden toegestaan.

Art. 9. Bij het nemen van de uitvoeringsmaatregelen bedoeld in artikel 8, houdt de Koning rekening met de volgende richtsnoeren :

1° alle houders van effecten van een doelvennootschap van dezelfde soort moeten op gelijkwaardige wijze worden behandeld; bovendien dienen, indien een persoon de controle over een vennootschap verkrijgt, de overige houders van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht te worden beschermd;

2° de houders van effecten van een doelvennootschap moeten over voldoende tijd en inlichtingen beschikken om met kennis van zaken over het bod te kunnen beslissen; het bestuursorgaan van de doelvennootschap moet in zijn advies aan de houders van effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht zijn visie geven op de gevolgen van de uitvoering van het bod voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en de vestigingsplaatsen van de vennootschap;

3° het bestuursorgaan van de doelvennootschap dient te handelen in het belang van de vennootschap als geheel;

4° er mogen ten gevolge van het bod of de gedragingen van partijen bij het bod geen oneigenlijke markten ontstaan in effecten van de doelvennootschap, de biedende vennootschap of enige andere bij het

l'offre de sorte que la hausse ou la baisse des cours des titres devienne artificielle et que le fonctionnement normal des marchés soit perturbé;

5° un offrant ne doit annoncer une offre qu'après s'être assuré qu'il dispose de la contrepartie en espèces, si une telle contrepartie a été offerte, et après avoir pris toutes les mesures raisonnables pour assurer la fourniture de tout autre type de contrepartie;

6° la société visée ne doit pas être gênée au-delà d'un délai raisonnable dans ses activités en raison d'une offre concernant ses titres.

CHAPITRE III. — *Intermédiation*

Art. 10. § 1^{er}. Seuls les personnes ou établissements suivants peuvent pratiquer sur le territoire belge l'intermédiation en vue de la réalisation d'une offre :

1° la Banque centrale européenne, la Banque Nationale de Belgique et les autres banques centrales des Etats membres de l'Espace économique européen;

2° les établissements de crédit inscrits sur la liste prévue par l'article 13 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à l'exception des caisses d'épargne communales;

3° les succursales établies en Belgique d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen, enregistrées conformément à l'article 65 de la loi du 22 mars 1993 précitée;

4° les établissements de crédit non établis en Belgique qui relèvent du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et exercent des activités en Belgique conformément à l'article 66 de la loi du 22 mars 1993 précitée;

5° les sociétés de bourse visées au livre II, titre II, de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements;

6° les entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et opérant en Belgique conformément au livre II, titre III, de la loi du 6 avril 1995 précitée;

7° les succursales établies en Belgique d'entreprises d'investissement relevant du droit de pays non membres de l'Espace économique européen et opérant en Belgique conformément au livre II, titre IV, de la loi du 6 avril 1995 précitée;

8° les entreprises d'investissement relevant du droit de pays non membres de l'Espace économique européen et opérant en Belgique par voie de prestation de services, pour autant que l'intermédiation soit conforme au statut auquel elles sont soumises en vertu des arrêtés pris en exécution du livre II, titre IV, de la loi du 6 avril 1995 précitée.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, il y a lieu d'entendre par « intermédiation » : toute intervention, même à titre d'activité temporaire ou accessoire, et en quelque qualité que ce soit, à l'égard de détenteurs de titres dans le cadre d'une offre publique effectuée pour le compte de l'offrant, d'une personne agissant de concert avec lui ou d'une personne agissant pour le compte de ces personnes, contre rémunération ou avantage de quelque nature que ce soit et octroyé directement ou indirectement par l'offrant, par une personne agissant de concert avec lui ou par une personne agissant pour le compte de ces personnes.

TITRE II. — *Information*

CHAPITRE I^{er}. — *Prospectus*

Section I^{re}. — Obligation de publier un prospectus et publication du prospectus

Art. 11. Toute offre publique requiert la publication préalable d'un prospectus. Par ailleurs, un avis annonçant les modalités de publication du prospectus complet est publié dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique.

Art. 12. § 1^{er}. Le prospectus est publié selon l'une au moins des modalités suivantes :

1° par insertion dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique;

2° sous une forme imprimée mise gratuitement à la disposition du public auprès des intermédiaires financiers que l'offrant a désignés pour assurer la réception des acceptations et le paiement du prix;

bod betrokken vennootschap, waardoor de prijzen van de effecten kunstmatig zouden stijgen of dalen en de normale werking van de markten zou worden verstoord;

5° eenieder mag zijn bod pas aankondigen nadat hij ervoor heeft gezorgd dat hij beschikt over de tegenprestatie in geld, indien deze wordt aangeboden, en indien hij alle redelijke maatregelen heeft getroffen om elke andere vorm van vergoeding te kunnen verstrekken;

6° de doelvennootschap mag niet langer dan redelijk is in haar werkzaamheden worden gehinderd door een bod op haar effecten.

HOOFDSTUK III. — *Bemiddeling*

Art. 10. § 1. Enkel de volgende personen of instellingen mogen op het Belgisch grondgebied bemiddelingswerkzaamheden verrichten met het oog op de verwezenlijking van een bod :

1° de Europese Centrale Bank, de Nationale Bank van België en de andere centrale banken van de lidstaten van de Europese Economische Ruimte;

2° de kredietinstellingen die zijn ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 13 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, met uitzondering van de gemeentesparkassen;

3° de in België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en geregistreerd zijn overeenkomstig artikel 65 van de voornoemde wet van 22 maart 1993;

4° de niet in België gevestigde kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en in België werkzaam zijn overeenkomstig artikel 66 van de voornoemde wet van 22 maart 1993;

5° de beursvennootschappen bedoeld in boek II, titel II van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;

6° de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en in België werkzaam zijn overeenkomstig boek II, titel III van de voornoemde wet van 6 april 1995;

7° de in België gevestigde bijkantoren van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van landen die geen lid zijn van de Europese Economische Ruimte en in België werkzaam zijn overeenkomstig boek II, titel IV van de voornoemde wet van 6 april 1995;

8° de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van landen die geen lid zijn van de Europese Economische Ruimte en in België werkzaam zijn via dienstverrichtingen, voorzover hun bemiddelingswerkzaamheden in overeenstemming zijn met het statuut waaraan zij onderworpen zijn krachtens de besluiten genomen ter uitvoering van boek II, titel IV van de voornoemde wet van 6 april 1995.

§ 2. Voor de toepassing van de eerste paragraaf wordt onder « bemiddeling » verstaan : elke tussenkomst ten aanzien van effectenhouders, zelfs als tijdelijke of bijkomstige werkzaamheid en in welke hoedanigheid ook, in het kader van een openbaar bod voor rekening van de bieder of een persoon die met hem in onderling overleg optreedt of een persoon die voor rekening van deze personen handelt, tegen een vergoeding of voordeel van welke aard ook, rechtstreeks of onrechtstreeks verleend door de bieder of een persoon die met hem in onderling overleg optreedt of een persoon die voor rekening van deze personen handelt.

TITEL II. — *Informatieverstrekking*

HOOFDSTUK I. — *Prospectus*

Afdeling I. — Prospectusplicht en de publicatie van een prospectus

Art. 11. Een openbaar bod vereist de voorafgaande publicatie van een prospectus. Tevens wordt in één of meer dagbladen die landelijk of in grote oplage worden verspreid in België een bericht gepubliceerd, waarin wordt meegedeeld op welke wijze het volledige prospectus wordt gepubliceerd.

Art. 12. § 1. Het prospectus wordt gepubliceerd op minstens één van de volgende wijzen :

1° door opname in één of meer dagbladen die landelijk of in grote oplage worden verspreid in België;

2° in de vorm van een drukwerk dat kosteloos beschikbaar wordt gesteld voor het publiek bij de financiële tussenpersonen die de bieder heeft aangesteld om te zorgen voor de ontvangst van de acceptaties en de betaling van de prijs;

3° sous une forme électronique sur le site web de l'offrant et, le cas échéant, sur celui des intermédiaires financiers que l'offrant a désignés pour assurer la réception des acceptations et le paiement du prix.

Les offrants publiant leur prospectus conformément au 1° ou 2° doivent le publier également conformément au 3° dans la mesure où ils disposent d'un site web.

§ 2. Lorsque le prospectus est mis à la disposition du public sous format électronique, un exemplaire sur support papier doit néanmoins être fourni au détenteur de titres, gratuitement, et à sa demande, par l'offrant ou les intermédiaires financiers que l'offrant a désignés pour assurer la réception des acceptations et le paiement du prix.

§ 3. La CBFA publie sur son site web la liste des prospectus qu'elle a approuvés ou reconnus durant les douze mois qui précèdent, en précisant comment ils ont été mis à la disposition du public et où ils peuvent être obtenus et en insérant, le cas échéant, un lien hypertexte vers le prospectus publié sur le site web de l'offrant.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la CBFA peut publier sur son site web ou sur celui d'un tiers mandaté par elle à cette fin l'intégralité des prospectus qu'elle a approuvés ou reconnus.

§ 4. Lorsque le prospectus est composé de plusieurs documents, les documents peuvent être publiés et diffusés séparément, pour autant qu'ils soient mis gratuitement à la disposition du public selon les modalités prévues au § 1^{er}. Chaque document indique où les autres éléments constituant le prospectus complet peuvent être obtenus.

Lorsque le prospectus est établi sous la forme d'un document unique, le résumé de prospectus peut également être diffusé séparément. Dans ce cas, il indique où le prospectus complet, résumé y compris, peut être obtenu.

§ 5. La forme et le contenu du prospectus et/ou de ses suppléments, tels que publiés, sont toujours identiques à la version originale approuvée.

§ 6. Si les titres de la société visée sont admis à la négociation sur un marché réglementé dans un autre Etat membre, l'offrant publie le prospectus, après la reconnaissance de ce document par l'autorité compétente, selon des modalités garantissant que, dans l'Etat membre concerné, les détenteurs de titres ainsi que les représentants du personnel ou, lorsqu'il n'existe pas de tels représentants, le personnel lui-même de l'offrant et de la société visée, peuvent en disposer facilement et rapidement.

Section II. — Contenu, forme et langue du prospectus

Art. 13. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, le prospectus mentionne les conditions de l'offre et contient les renseignements qui, compte tenu des caractéristiques de l'offrant, de la société visée, des titres faisant l'objet de l'offre et, en cas d'offre d'échange, des titres offerts en contrepartie, sont nécessaires pour que les détenteurs de titres de la société visée puissent porter un jugement fondé sur l'opération.

Ces informations sont présentées sous une forme facile à analyser et à comprendre.

§ 2. Le prospectus comprend un résumé qui expose brièvement et dans un langage non technique les principales caractéristiques de l'offre, de l'offrant, de la société visée, des intentions de l'offrant et, en cas d'offre d'échange, des titres offerts en contrepartie et de l'émetteur des titres offerts en contrepartie.

Le résumé comporte également un avertissement indiquant :

- 1° qu'il doit être lu comme une introduction au prospectus, et
- 2° que toute décision de répondre ou non à l'offre doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus, et
- 3° qu'aucune responsabilité civile ne peut être attribuée à quiconque sur la base du seul résumé ou de sa traduction, sauf contenu trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

§ 3. La CBFA peut accepter que des informations soient incluses dans le prospectus par référence à un ou plusieurs documents publiés antérieurement ou simultanément, aux conditions prévues à l'article 50 de la loi du 16 juin 2006. Ces documents sont mis gratuitement à la disposition du public conformément à l'article 12, § 1^{er}. Le résumé ne peut inclure des informations par référence.

3° in elektronische vorm op de website van de bieder en, in voorkomend geval, op de website van de financiële tussenpersonen die de bieder heeft aangesteld om te zorgen voor de ontvangst van de acceptaties en de betaling van de prijs.

De bidders die hun prospectus publiceren overeenkomstig de bepaling onder 1° of 2°, moeten hun prospectus ook publiceren overeenkomstig de bepaling onder 3° als zij over een eigen website beschikken.

§ 2. Als het prospectus via publicatie in elektronische vorm beschikbaar wordt gesteld voor het publiek, wordt de effectenhouder, indien hij daarom verzoekt, door de bieder of financiële tussenpersonen die de bieder heeft aangesteld om te zorgen voor de ontvangst van de acceptaties en de betaling van de prijs, niettemin kosteloos een afschrift van het prospectus op papier verstrekt.

§ 3. De CBFA publiceert op haar website de lijst met alle prospectussen die zij de afgelopen twaalf maanden heeft goedgekeurd of erkend, met de vermelding hoe die prospectussen beschikbaar zijn gesteld voor het publiek en waar zij te verkrijgen zijn, alsook, in voorkomend geval, met een hyperlink naar het prospectus dat op de website van de bieder is gepubliceerd.

In afwijking van vorig lid, kan de CBFA alle prospectussen die zij goedgekeurd of erkend heeft op haar website of op de website van een door haar daartoe gemandateerde derde publiceren.

§ 4. Wanneer het prospectus uit verschillende documenten bestaat mogen de documenten afzonderlijk worden gepubliceerd en verspreid, op voorwaarde dat al deze documenten conform de in § 1 vastgestelde nadere regels kosteloos beschikbaar worden gesteld voor het publiek. In elk document wordt aangegeven waar de andere samenstellende delen van het volledige prospectus kunnen worden verkregen.

Wanneer het prospectus uit één enkel document bestaat, mag de samenvatting van het prospectus ook afzonderlijk worden verspreid. In dat geval moet de samenvatting vermelden waar het volledige prospectus, samenvatting inbegrepen, kan worden verkregen.

§ 5. De vorm en inhoud van het prospectus en/of de aanvullingen hierop die worden gepubliceerd, stemmen steeds volledig overeen met de goedgekeurde originele versie.

§ 6. Indien de effecten van de doelvennootschap tot de handel op een gereguleerde markt zijn toegelaten in een andere lidstaat, maakt de bieder het prospectus, na de erkenning ervan door de bevoegde autoriteit, op zodanige wijze openbaar dat het prospectus in de betrokken lidstaat gemakkelijk en eenvoudig beschikbaar is voor de effectenhouders en de vertegenwoordigers van de werknemers of, bij ontstentenis van vertegenwoordigers van de werknemers, de werknemers zelf van de bieder en de doelvennootschap.

Afdeling II. — Inhoud, vorm en taal van een prospectus

Art. 13. § 1. Onverminderd artikel 35, § 1, tweede lid, vermeldt het prospectus de voorwaarden van het bod en bevat het de nodige gegevens om, in acht genomen de eigenschappen van de bieder, van de doelvennootschap, van de effecten waarop het bod slaat en, in geval van een ruilbod, van de als tegenprestatie aangeboden effecten, de effectenhouders van de doelvennootschap in staat te stellen zich een gegrond oordeel te vormen over de verrichting.

Deze gegevens worden voorgesteld in een vorm die gemakkelijk te analyseren en te begrijpen is.

§ 2. Het prospectus omvat een samenvatting die op beknopte wijze en in niet-technische bewoordingen de belangrijkste kenmerken bevat van het bod, van de bieder, van de doelvennootschap, de intenties van de bieder en, in geval van een ruilbod, de effecten die als tegenprestatie worden aangeboden en de emittent van de als tegenprestatie aangeboden effecten.

De samenvatting bevat ook de waarschuwing dat :

- 1° zij als een inleiding op het prospectus moet worden gelezen, en
- 2° iedere beslissing om al dan niet in te gaan op het bod, gebaseerd moet zijn op de volledige bestudering van het prospectus, en
- 3° niemand louter op basis van de samenvatting of de vertaling ervan, burgerrechtelijk aansprakelijk kan worden gesteld, behalve als de inhoud ervan misleidend, onjuist of inconsistent is wanneer zij samen met de andere delen van het prospectus wordt gelezen.

§ 3. De CBFA kan ermee instemmen dat in het prospectus informatie wordt opgenomen door middel van verwijzing naar één of meer eerder of gelijktijdig gepubliceerde documenten, onder de voorwaarden die in artikel 50 van de wet van 16 juni 2006 zijn bepaald. Deze documenten worden kosteloos ter beschikking gesteld overeenkomstig artikel 12, § 1. In de samenvatting mag geen informatie worden opgenomen door middel van verwijzing.

Art. 14. Le Roi détermine, sur avis de la CBFA, les règles applicables au contenu du prospectus. Il peut à cet effet opérer une distinction en fonction de la nature de l'opération et des titres faisant l'objet de l'offre.

Art. 15. Le prospectus contient l'indication qu'il a été approuvé par la CBFA conformément à l'article 19, § 3, mais que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'offre, ni de la situation de celui qui la réalise.

Sauf l'indication visée à l'alinéa 1^{er} et l'indication de l'approbation du mémoire en réponse, aucune mention de l'intervention de la CBFA ne peut être faite dans le prospectus et dans ses suppléments éventuels.

Art. 16. § 1^{er}. Le prospectus est rédigé en français et en néerlandais.

Lorsque l'offrant démontre que la société visée publie habituellement son information financière dans une seule langue nationale ou dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale, la CBFA peut accepter que le prospectus soit établi dans cette seule langue nationale ou autre langue.

§ 2. Le résumé du prospectus est établi ou traduit en langue française et néerlandaise. Cette traduction est effectuée sous la responsabilité de l'offrant. Par dérogation à cette règle, si les communications à caractère promotionnel et autres documents et avis se rapportant à l'offre visés à l'article 31, § 1^{er}, sont diffusés dans une seule langue nationale, le résumé peut n'être établi ou traduit que dans cette seule langue.

Section III. — Supplément au prospectus

Art. 17. § 1^{er}. Tout fait nouveau significatif ou toute erreur ou inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le prospectus, qui est de nature à influencer l'évaluation de l'offre et survient ou est constaté entre l'approbation du prospectus et la clôture définitive de la période d'acceptation de l'offre, est mentionné dans un supplément au prospectus.

§ 2. Le supplément au prospectus est approuvé, dans un délai maximal de sept jours ouvrables, de la même manière et publié au moins selon les mêmes modalités que le prospectus initial. Le résumé, et toute traduction éventuelle de celui-ci, donne également lieu à un supplément si cela s'avère nécessaire pour tenir compte des nouvelles informations figurant dans le supplément au prospectus.

Section IV. — Approbation et reconnaissance du prospectus

Sous-section 1^{re}. — Approbation du prospectus

Art. 18. Le prospectus n'est publié qu'après son approbation par la CBFA.

Cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'offre, ni de la situation de celui qui la réalise.

Art. 19. § 1^{er}. Lorsqu'un offrant avise la CBFA de son intention de lancer une offre, il transmet un projet de prospectus.

L'offrant transmet sans délai tous les documents pertinents pour l'examen du prospectus.

§ 2. Si la CBFA estime, pour des motifs raisonnables, que les documents qui lui sont soumis sont incomplets ou qu'un complément d'information est nécessaire, elle en avertit l'offrant dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de l'avis visé au § 1^{er} afin qu'il complète son dossier.

La CBFA peut notamment exiger de l'offrant qu'il inclue dans le prospectus des informations complémentaires si la protection des détenteurs de titres l'exige.

§ 3. Dans les dix jours ouvrables à dater de la présentation d'un dossier complet, la CBFA notifie à l'offrant sa décision soit d'approuver le prospectus, soit de refuser d'approuver le prospectus.

§ 4. Lorsque la CBFA n'a pris aucune des décisions visées au § 3, les personnes qui ont donné l'avis prévu au § 1^{er} peuvent, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception, mettre la CBFA en demeure de le faire. Cette mise en demeure ne peut avoir lieu qu'à l'expiration d'un délai de dix jours ouvrables à dater de la réponse apportée à la dernière demande formulée par la CBFA en application du § 2 ou, en l'absence d'une telle demande, au plus tôt à l'expiration d'un délai de dix jours ouvrables à dater de l'avis visé au § 1^{er}. Si, à l'expiration d'un délai de dix jours ouvrables à dater de la mise en demeure visée au présent paragraphe, la CBFA reste en défaut, soit de décider que le dossier est incomplet, en citant les éléments manquants,

Art. 14. De Koning bepaalt, na advies van de CBFA, de regels die gelden voor de inhoud van het prospectus. Hij kan hierbij een onderscheid maken in functie van de aard van de verrichting en de effecten waarop het bod slaat.

Art. 15. Het prospectus vermeldt dat het overeenkomstig artikel 19, § 3, door de CBFA is goedgekeurd, doch dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit en de kwaliteit van het bod, noch van de toestand van de persoon die het verwezenlijkt.

Met uitzondering van de in het eerste lid bedoelde vermelding en de vermelding van de goedkeuring van de memorie van antwoord, mag in het prospectus en de eventuele aanvullingen hierop geen gewag worden gemaakt van het optreden van de CBFA.

Art. 16. § 1. Het prospectus wordt opgesteld in het Nederlands en in het Frans.

Indien de bieder aantoonbaar dat de doelvennootschap haar financiële informatie gewoonlijk publiceert in slechts één enkele landstaal of in een taal die gangbaar is in internationale financiële kringen, kan de CBFA aanvaarden dat het prospectus enkel in de betrokken landstaal of andere taal wordt opgesteld.

§ 2. De samenvatting van het prospectus wordt opgesteld of vertaald in het Nederlands en het Frans. Die vertaling wordt gemaakt onder de verantwoordelijkheid van de bieder. In afwijking van die regel, geldt dat, als de in artikel 31, § 1, bedoelde reclame en andere documenten en berichten die betrekking hebben op het bod, in één enkele landstaal wordt verspreid, de samenvatting enkel in die taal mag worden opgesteld of vertaald.

Afdeling III. — Aanvulling bij het prospectus

Art. 17. § 1. Elke met de informatie in het prospectus verband houdende belangrijke nieuwe ontwikkeling, materiële vergissing of onjuistheid die van invloed kan zijn op de beoordeling van het bod en zich voordoet of wordt vastgesteld tussen het tijdstip van goedkeuring van het prospectus en de definitieve afsluiting van de aanvaardingsperiode van het bod, wordt vermeld in een aanvulling op het prospectus.

§ 2. De aanvulling op het prospectus wordt binnen ten hoogste zeven werkdagen op dezelfde wijze goedgekeurd en ten minste conform dezelfde regelingen gepubliceerd als het oorspronkelijke prospectus. Ook de samenvatting en eventuele vertalingen daarvan worden zo nodig aangevuld, zodat rekening kan worden gehouden met nieuwe, in de aanvulling op het prospectus opgenomen informatie.

Afdeling IV. — Goedkeuring en erkenning van een prospectus

Onderafdeling 1. — Goedkeuring van een prospectus

Art. 18. Het prospectus wordt pas gepubliceerd na goedkeuring door de CBFA.

Deze goedkeuring houdt geen beoordeling in van de opportuniteit en de kwaliteit van het bod, noch van de toestand van de persoon die het verwezenlijkt.

Art. 19. § 1. Wanneer een bieder zijn voornemen om een bod uit te brengen ter kennis van de CBFA brengt, maakt hij een ontwerp van prospectus over.

De bieder maakt onverwijld alle documenten over die pertinent zijn voor het onderzoek van het prospectus.

§ 2. Wanneer de CBFA op redelijke gronden oordeelt dat de ingediende documenten onvolledig zijn of dat aanvullende informatie nodig is, moet zij de bieder daarvan op de hoogte brengen binnen tien werkdagen na ontvangst van de in § 1 bedoelde kennisgeving, zodat die zijn dossier kan vervolledigen.

De CBFA kan de bieder inzonderheid verplichten om aanvullende informatie in het prospectus op te nemen, indien dat noodzakelijk is voor de bescherming van de effectenhouders.

§ 3. Binnen tien werkdagen na de indiening van een volledig dossier, stelt de CBFA de bieder in kennis van haar beslissing om het prospectus goed te keuren of om de goedkeuring van het prospectus te weigeren.

§ 4. Wanneer de CBFA geen van de in § 3 bedoelde beslissingen heeft genomen, kunnen de personen die de in § 1 bedoelde kennisgeving hebben verricht, de CBFA met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs aanmanen om dit te doen. Een dergelijke aanmaning kan ten vroegste geschieden tien werkdagen na het antwoord op het laatste verzoek dat de CBFA met toepassing van § 2 heeft geformuleerd, of, bij gebrek aan een dergelijk verzoek, ten vroegste tien werkdagen na de in § 1 bedoelde kennisgeving. Indien de CBFA, na een termijn van tien werkdagen na de in deze paragraaf bedoelde aanmaning, in gebreke blijft hetzij om, met opgave van de ontbrekende elementen, de beslissing te nemen dat het dossier

soit de prendre l'une des décisions visées au § 3, la demande d'approbation du prospectus est réputée être rejetée.

§ 5. Seules les personnes qui ont donné l'avis prévu au § 1^{er} peuvent introduire un recours, conformément à l'article 121 de la loi du 2 août 2002, contre un refus de la CBFA d'approuver le prospectus ou contre la décision visée au § 4 énonçant que le dossier ne peut encore être considéré comme complet. La décision d'approbation du prospectus par la CBFA n'est pas susceptible de recours.

§ 6. La version finale du prospectus approuvé, dûment signée par l'offrant, est déposée à la CBFA préalablement à sa publication.

§ 7. Le Roi peut, par arrêté pris sur avis de la CBFA, déterminer les circonstances particulières entraînant la suspension du délai prévu pour l'approbation d'un prospectus.

Sous-section 2. — Reconnaissance du prospectus

Art. 20. § 1^{er}. L'offrant peut demander la reconnaissance du prospectus relatif à l'offre si le prospectus a été préalablement approuvé par l'autorité compétente à cet effet conformément à l'article 4 de la Directive 2004/25/CE. Dans pareils cas, ni les sections II et III ni la sous-section 1^{re} de la section IV ne sont d'application.

§ 2. Afin de bénéficier de la reconnaissance du prospectus, l'offrant transmet à la CBFA un dossier comprenant les documents suivants :

1° le prospectus pour lequel la reconnaissance est sollicitée;

2° le cas échéant, une traduction de ce document en français, en néerlandais ou dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale et acceptée par la CBFA, effectuée sous la responsabilité de l'offrant en vue de sa publication en Belgique;

3° une confirmation de l'autorité compétente attestant qu'elle a approuvé le prospectus.

§ 3. Si ces données ne figurent pas dans le prospectus, la CBFA peut exiger que figurent dans le prospectus ou en annexe à celui-ci des informations complémentaires spécifiques au marché belge et portant sur les formalités à remplir pour accepter l'offre et percevoir la contrepartie due à l'issue de l'offre, ainsi que sur le régime fiscal qui sera applicable à la contrepartie offerte aux détenteurs de titres.

§ 4. Dans les dix jours ouvrables à dater de la présentation d'un dossier complet, la CBFA notifie à l'offrant sa décision de reconnaître le prospectus.

§ 5. Lorsque la CBFA n'a pas pris la décision visée au § 4, les personnes qui ont introduit la demande visée au § 1^{er} peuvent, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception, mettre la CBFA en demeure de la faire, au plus tôt à l'expiration d'un délai de dix jours ouvrables à dater de la demande visée au § 1^{er}. Si, à l'expiration d'un délai de dix jours ouvrables à dater de la mise en demeure visée au présent paragraphe, la CBFA reste en défaut, soit de décider que le dossier est incomplet, en citant les éléments manquants, soit de reconnaître le prospectus, la demande de reconnaissance du prospectus est réputée être acceptée.

§ 6. Seules les personnes qui ont introduit la demande visée au § 1^{er} peuvent introduire un recours, conformément à l'article 121 de la loi du 2 août 2002, contre la décision visée au § 5 énonçant que le dossier ne peut encore être considéré comme complet. La décision de reconnaissance du prospectus par la CBFA n'est pas susceptible de recours.

§ 7. La procédure déterminée aux §§ 1^{er} à 6 s'applique à la demande de reconnaissance de l'approbation d'un supplément au prospectus reconnu.

§ 8. Le Roi peut déterminer d'autres cas dans lesquels la procédure prévue aux §§ 2 à 7 est applicable.

Section V. — Responsabilité en matière de prospectus

Art. 21. § 1^{er}. Lorsque le prospectus est soumis à l'approbation de la CBFA, il indique clairement qui est responsable du prospectus et de ses éventuels suppléments, à l'exception, le cas échéant, du mémoire en réponse qui y est annexé. Les personnes responsables sont identifiées par leur nom et fonction ou, dans le cas des personnes morales, par leur nom et siège statutaire.

onvolledig is, hetzij om één van de in § 3 bedoelde beslissingen te nemen, wordt het verzoek tot goedkeuring van het prospectus geacht te zijn geweigerd.

§ 5. Enkel de personen die de in § 1 bedoelde kennisgeving hebben verricht, kunnen, conform artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002, beroep instellen tegen de weigering van de CBFA om het prospectus goed te keuren dan wel tegen de in § 4 bedoelde beslissing dat het dossier nog niet als volledig kan worden beschouwd. Tegen de door de CBFA genomen beslissing om het prospectus goed te keuren, is geen beroep mogelijk.

§ 6. De definitieve tekst van het goedgekeurde prospectus, door de bieder rechtsgeldig ondertekend, wordt bij de CBFA gedeponneerd vóór die wordt gepubliceerd.

§ 7. De Koning kan, bij besluit genomen na advies van de CBFA, de bijzondere omstandigheden aanwijzen die de termijn voor goedkeuring van een prospectus schorsen.

Onderafdeling 2. — Erkenning van een prospectus

Art. 20. § 1. De bieder kan de erkenning van het prospectus aangaande het bod vragen indien dit document voorafgaandelijk werd goedgekeurd door de autoriteit die hiervoor overeenkomstig artikel 4 van de Richtlijn 2004/25/EG bevoegd is. In deze gevallen zijn de afdelingen II en III en onderafdeling 1 van afdeling IV niet van toepassing.

§ 2. Teneinde de erkenning van het prospectus te bekomen maakt de bieder aan de CBFA een dossier over, dat volgende documenten bevat :

1° het prospectus waarvoor erkenning wordt gevraagd;

2° in voorkomend geval, een vertaling van dit document in het Nederlands, in het Frans of in een taal die gangbaar is in internationale financiële kringen en door de CBFA wordt aanvaard, opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de bieder met het oog op publicatie in België;

3° de bevestiging van de bevoegde autoriteit dat zij het prospectus heeft goedgekeurd.

§ 3. Indien deze gegevens niet in het prospectus zijn opgenomen, kan de CBFA vereisen dat in of in bijlage tot het prospectus aanvullende informatie wordt opgenomen die specifiek is voor de Belgische markt en betrekking heeft op de formaliteiten die moeten worden vervuld om het bod te aanvaarden en om de tegenprestatie te ontvangen die bij de gestanddoening van het bod verschuldigd is, alsmede op de belastingregeling die van toepassing zal zijn op de tegenprestatie die aan de houders van effecten wordt geboden.

§ 4. Binnen tien werkdagen na de indiening van een volledig dossier, stelt de CBFA de bieder in kennis van haar beslissing om het prospectus te erkennen.

§ 5. Wanneer de CBFA de in § 4 bedoelde beslissing niet heeft genomen, kunnen de personen die de in § 1 bedoelde aanvraag hebben ingediend, de CBFA met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs aanmanen om dit te doen, ten vroegste tien werkdagen na de in § 1 bedoelde aanvraag. Indien de CBFA, na een termijn van tien werkdagen na de in deze paragraaf bedoelde aanmaning, in gebreke blijft hetzij om, met opgave van de ontbrekende elementen, de beslissing te nemen dat het dossier onvolledig is, hetzij om het prospectus te erkennen, wordt het verzoek tot erkenning van het prospectus geacht te zijn ingewilligd.

§ 6. Enkel de personen die de in § 1 bedoelde aanvraag hebben ingediend, kunnen, conform artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002, beroep instellen tegen de in § 5 bedoelde beslissing dat het dossier nog niet als volledig kan worden beschouwd. Tegen de door de CBFA genomen beslissing om het prospectus te erkennen, is geen beroep mogelijk.

§ 7. De procedure, bepaald in de paragrafen 1 tot 6, geldt bij de aanvraag tot erkenning van de goedkeuring van een aanvulling bij het erkende prospectus.

§ 8. De Koning kan andere gevallen aanduiden waarin de procedure bepaald in de paragrafen 2 tot 7 toepasselijk is.

Afdeling V. — Verantwoordelijkheid voor het prospectus

Art. 21. § 1. Wanneer het prospectus ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de CBFA, wordt er duidelijk in vermeld wie verantwoordelijk is voor het prospectus en de eventuele aanvullingen hierop, desgevallend met uitzondering van de in bijlage opgenomen memorie van antwoord. De verantwoordelijke personen worden geïdentificeerd aan de hand van hun naam en functie of, indien het rechtspersonen zijn, aan de hand van hun naam en statutaire zetel.

Le prospectus reprend une déclaration des personnes responsables certifiant qu'à leur connaissance, les données du prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à altérer la portée.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le prospectus peut indiquer les personnes responsables pour une partie du prospectus et ses éventuels suppléments.

§ 2. Nonobstant toute stipulation contraire défavorable au détenteur de titres, les personnes indiquées conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont tenues solidairement envers les intéressés, de la réparation du préjudice causé par le caractère trompeur ou inexact des informations contenues dans le prospectus et ses éventuels suppléments ou par l'absence dans le prospectus et ses éventuels suppléments des informations prescrites par la partie II de la présente loi ou par ses arrêtés d'exécution.

Le préjudice subi par le détenteur de titres de la société visée est présumé résulter, sauf preuve contraire, de l'absence ou du caractère trompeur ou inexact des informations dans le prospectus et ses éventuels suppléments.

§ 3. Aucune responsabilité ne peut être attribuée à quiconque sur la base du seul résumé du prospectus ou de sa traduction, sauf s'il contient des informations qui ont un caractère trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

CHAPITRE II. — *Mémoire en réponse*

Art. 22. Dans les cas prévus par le Roi et sans préjudice de l'application de l'article 24, § 1^{er}, l'organe d'administration de la société visée établit, dans le cadre de l'offre publique, un mémoire en réponse.

Art. 23. Le mémoire en réponse est publié par la société visée conformément aux dispositions de l'article 12, à moins que l'offrant ne joigne ce mémoire en annexe au prospectus.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les obligations incombant à l'offrant concernant les modalités de publication du prospectus, telles que prévues à l'article 12, doivent être lues comme des obligations incombant à la société visée concernant les modalités de publication du mémoire en réponse.

Art. 24. § 1^{er}. Dans le cas d'une offre publique d'acquisition portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, le mémoire en réponse comporte au moins :

1° les remarques éventuelles de la société visée concernant le prospectus;

2° les clauses statutaires impliquant une limitation de la cessibilité ou de la possibilité d'acquérir des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote de la société visée, ainsi que, dans la mesure où l'organe d'administration de la société visée en a connaissance, une liste des droits préférentiels qui auraient été consentis à certaines personnes en vue d'acquérir de tels titres;

3° l'avis motivé émis sur l'offre.

§ 2. Le Roi détermine, sur avis de la CBFA et sans préjudice de l'application du § 1^{er}, les règles applicables au contenu du mémoire en réponse et de ses différents éléments, ainsi que les modalités de dépôt d'un projet de mémoire en réponse en vue de son approbation par la CBFA. Il peut, à cet effet, opérer une distinction en fonction de la nature de l'opération et des titres faisant l'objet de l'offre.

Art. 25. Le mémoire en réponse contient l'indication qu'il a été approuvé par la CBFA conformément à l'article 28, § 3, mais que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité ni de la qualité de l'offre.

Sauf l'indication faisant état de l'approbation du prospectus et l'indication visée à l'alinéa 1^{er}, aucune mention de l'intervention de la CBFA ne peut être faite dans le mémoire en réponse et dans ses suppléments éventuels.

Art. 26. Le mémoire en réponse est rédigé en français et en néerlandais.

Lorsque la société visée démontre qu'elle publie habituellement son information financière dans une seule langue nationale ou dans une langue usuelle dans la sphère financière internationale, la CBFA peut accepter que le mémoire en réponse soit établi dans cette seule langue nationale ou autre langue.

In het prospectus wordt een verklaring opgenomen van de verantwoordelijke personen waaruit blijkt dat, voorzover hen bekend, de gegevens in het prospectus in overeenstemming zijn met de werkelijkheid en geen gegevens zijn weggelaten waarvan de vermelding de strekking van het prospectus zou wijzigen.

Onverminderd het eerste lid kunnen in het prospectus de personen worden vermeld die verantwoordelijk zijn voor een deel van het prospectus en de eventuele aanvullingen hierop.

§ 2. Niettegenstaande elk andersluidend beding in het nadeel van de effectenhouder, zijn de overeenkomstig § 1, eerste lid, vermelde personen tegenover de belanghebbenden hoofdelijk verplicht tot herstel van het nadeel veroorzaakt door de misleidende of onjuiste aard van de informatie in het prospectus en de eventuele aanvullingen hierop of door het ontbreken in het prospectus en de eventuele aanvullingen hierop van de informatie voorgeschreven door deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten.

Het nadeel dat aan de houder van effecten van de doelvennootschap wordt berokkend, wordt, behoudens tegenbewijs, geacht het gevolg te zijn van het ontbreken van of het misleidende of onjuiste karakter van de informatie in het prospectus en de eventuele aanvullingen hierop.

§ 3. Een persoon kan niet alleen op basis van de samenvatting van het prospectus of de vertaling hiervan aansprakelijk worden gesteld, tenzij die misleidende, onjuiste of inconsistente informatie bevat ten aanzien van de andere delen van het prospectus.

HOOFDSTUK II. — *Memorie van antwoord*

Art. 22. In de gevallen bepaald door de Koning en onverminderd de toepassing van artikel 24, § 1, stelt het bestuursorgaan van de doelvennootschap een memorie van antwoord op in het kader van een openbaar bod.

Art. 23. De memorie van antwoord wordt door de doelvennootschap gepubliceerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, tenzij de bieder de memorie van antwoord als bijlage bij het prospectus opneemt.

Voor de toepassing van het eerste lid worden verplichtingen in hoofde van de bieder inzake de publicatiewijze van het prospectus, zoals bepaald in artikel 12, gelezen als verplichtingen in hoofde van de doelvennootschap inzake de publicatiewijze van de memorie van antwoord.

Art. 24. § 1. In geval van een openbaar overnamebod op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht bevat de memorie van antwoord minstens :

1° de eventuele bemerkingen van de doelvennootschap bij het prospectus;

2° de statutaire clausules die een beperking van de overdraagbaarheid of van de mogelijkheid tot overname van de effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht van de doelvennootschap met zich meebrengen en, voor zover het bestuursorgaan van de doelvennootschap ervan kennis heeft, een lijst van de preferentiële rechten tot verwerving van dergelijke effecten in hoofde van bepaalde personen;

3° het met redenen omklede standpunt over het bod.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van de CBFA en onverminderd de toepassing van de eerste paragraaf, de regels die gelden voor de inhoud van de memorie van antwoord en de verschillende elementen ervan, alsook de modaliteiten van indiening van een ontwerp van memorie van antwoord ter goedkeuring bij de CBFA. Hij kan hierbij een onderscheid maken in functie van de aard van de verrichting en de effecten waarop het bod slaat.

Art. 25. De memorie van antwoord vermeldt dat dit document overeenkomstig artikel 28, § 3, door de CBFA is goedgekeurd, doch dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit noch van de kwaliteit van het bod.

Met uitzondering van de vermelding dat het prospectus werd goedgekeurd en de in het eerste lid bedoelde vermelding, mag in de memorie van antwoord en de eventuele aanvullingen hierop geen gewag worden gemaakt van het optreden van de CBFA.

Art. 26. De memorie van antwoord wordt opgesteld in het Nederlands en in het Frans.

Indien de doelvennootschap aantoont dat zij haar financiële informatie gewoonlijk publiceert in slechts één enkele landstaal of in een taal die gangbaar is in internationale financiële kringen, kan de CBFA aanvaarden dat de memorie van antwoord enkel in de betrokken landstaal of andere taal wordt opgesteld.

Art. 27. Le mémoire en réponse n'est publié qu'après son approbation par la CBFA.

Cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'offre.

Art. 28. § 1^{er}. La société visée transmet à la CBFA un projet de mémoire en réponse et tous les documents pertinents pour l'examen de ce document.

§ 2. Si la CBFA estime, pour des motifs raisonnables, que les documents qui lui sont soumis sont incomplets ou qu'un complément d'information est nécessaire, elle en avertit la société visée dans les cinq jours ouvrables à dater de la réception du projet visé au § 1^{er} afin qu'elle complète son dossier.

La CBFA peut notamment exiger de la société visée qu'elle inclue dans le mémoire en réponse des informations complémentaires si la protection des détenteurs de titres l'exige.

§ 3. Dans les cinq jours ouvrables à dater de la présentation d'un dossier complet, la CBFA notifie à la société visée sa décision soit d'approuver le mémoire en réponse, soit de refuser d'approuver le mémoire en réponse.

§ 4. Seule la société visée peut introduire un recours, conformément à l'article 121 de la loi du 2 août 2002, contre un refus de la CBFA d'approuver le mémoire en réponse. La décision d'approbation du mémoire en réponse par la CBFA n'est pas susceptible de recours.

§ 5. La version finale du mémoire en réponse, dûment signée par la société visée, est déposée à la CBFA préalablement à sa publication.

§ 6. Après son approbation, le mémoire en réponse est publié sans délai.

Art. 29. § 1^{er}. Lorsque le mémoire en réponse est soumis à l'approbation de la CBFA, il indique clairement qui est responsable de ce mémoire et de ses éventuels suppléments. Les personnes responsables sont identifiées par leur nom et fonction ou, dans le cas des personnes morales, par leur nom et siège statutaire.

Le mémoire en réponse reprend une déclaration des personnes responsables certifiant qu'à leur connaissance, les données de ce mémoire sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le mémoire en réponse peut indiquer les personnes responsables pour une partie du mémoire en réponse et ses éventuels suppléments.

§ 2. Nonobstant toute stipulation contraire défavorable au détenteur de titres, les personnes indiquées conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont tenues solidairement envers les intéressés, de la réparation du préjudice causé par le caractère trompeur ou inexact des informations contenues dans le mémoire en réponse et ses éventuels suppléments ou par l'absence dans le mémoire en réponse et ses éventuels suppléments des informations prescrites par la partie II de la présente loi ou par ses arrêtés d'exécution.

Le préjudice subi par le détenteur de titres de la société visée est présumé résulter, sauf preuve contraire, de l'absence ou du caractère trompeur ou inexact des informations dans le mémoire en réponse et ses éventuels suppléments.

Art. 30. § 1^{er}. Tout fait nouveau significatif ou toute erreur ou inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le mémoire en réponse, qui est de nature à influencer l'évaluation de l'offre et survient ou est constaté entre l'approbation du mémoire en réponse et la clôture définitive de l'offre, est mentionné dans un supplément au mémoire en réponse.

§ 2. Le supplément au mémoire en réponse est approuvé, dans un délai maximal de cinq jours ouvrables, de la même manière et publié au moins selon les mêmes modalités que le mémoire en réponse initial.

Art. 27. De memorie van antwoord wordt pas gepubliceerd na goedkeuring door de CBFA.

Deze goedkeuring houdt geen beoordeling in van de opportuniteit en de kwaliteit van het bod.

Art. 28. § 1. De doelvennootschap maakt een ontwerp van memorie van antwoord en alle documenten die pertinent zijn voor het onderzoek van dit document over aan de CBFA.

§ 2. Wanneer de CBFA op redelijke gronden oordeelt dat de ingediende documenten onvolledig zijn of dat aanvullende informatie nodig is, moet zij de doelvennootschap daarvan op de hoogte brengen binnen vijf werkdagen na ontvangst van het in § 1 bedoelde ontwerp, zodat die haar dossier kan vervolledigen.

De CBFA kan de doelvennootschap inzonderheid verplichten om aanvullende informatie in de memorie van antwoord op te nemen, indien dat noodzakelijk is voor de bescherming van de effectenhouders.

§ 3. Binnen vijf werkdagen na de indiening van een volledig dossier, stelt de CBFA de doelvennootschap in kennis van haar beslissing om de memorie van antwoord goed te keuren of om de goedkeuring van de memorie van antwoord te weigeren.

§ 4. Enkel de doelvennootschap kan, conform artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002, beroep instellen tegen de weigering van de CBFA om de memorie van antwoord goed te keuren. Tegen de door de CBFA genomen beslissing om de memorie van antwoord goed te keuren, is geen beroep mogelijk.

§ 5. De definitieve tekst van de memorie van antwoord, door de doelvennootschap rechtsgeldig ondertekend, wordt bij de CBFA gedeponeerd vóór die wordt gepubliceerd.

§ 6. Na de goedkeuring wordt de memorie van antwoord onverwijld gepubliceerd.

Art. 29. § 1. Wanneer de memorie van antwoord ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de CBFA, wordt er duidelijk in vermeld wie verantwoordelijk is voor deze memorie en de eventuele aanvullingen hierop. De verantwoorde personen worden geïdentificeerd aan de hand van hun naam en functie of, indien het rechtspersonen zijn, aan de hand van hun naam en statutaire zetel.

In de memorie van antwoord wordt een verklaring opgenomen van de verantwoordelijke personen waaruit blijkt dat, voorzover hen bekend, de gegevens in deze memorie in overeenstemming zijn met de werkelijkheid en geen gegevens zijn weggelaten waarvan de vermelding de strekking van deze memorie zou wijzigen.

Onverminderd het eerste lid kunnen in de memorie van antwoord de personen worden vermeld die verantwoordelijk zijn voor een deel van de memorie van antwoord en de eventuele aanvullingen hierop.

§ 2. Niettegenstaande elk andersluidend beding in het nadeel van de effectenhouder, zijn de overeenkomstig § 1, eerste lid, vermelde personen tegenover de belanghebbenden hoofdelijk verplicht tot herstel van het nadeel veroorzaakt door de misleidende of onjuiste aard van de informatie in de memorie van antwoord en de eventuele aanvullingen hierop of door het ontbreken in de memorie van antwoord en de eventuele aanvullingen hierop van de informatie voorgeschreven door deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten.

Het nadeel dat aan de houder van effecten van de doelvennootschap wordt berokkend, wordt, behoudens tegenbewijs, geacht het gevolg te zijn van het ontbreken van of het misleidende of onjuiste karakter van de informatie in de memorie van antwoord en de eventuele aanvullingen hierop.

Art. 30. § 1. Elke met de informatie in de memorie van antwoord verband houdende belangrijke nieuwe ontwikkeling, materiële vergissing of onjuistheid die van invloed kan zijn op de beoordeling van het bod en zich voordoet of wordt vastgesteld tussen het tijdstip van goedkeuring van de memorie van antwoord en de definitieve afsluiting van het bod, wordt vermeld in een aanvulling op de memorie van antwoord.

§ 2. De aanvulling op de memorie van antwoord wordt binnen ten hoogste vijf werkdagen op dezelfde wijze goedgekeurd en ten minste conform dezelfde regelingen gepubliceerd als de oorspronkelijke memorie van antwoord.

CHAPITRE III. — *Communications à caractère promotionnel*

Art. 31. § 1^{er}. Toute annonce relative à une offre publique d'acquisition spécifique et visant à influencer spécifiquement l'acceptation éventuelle de l'offre, quel que soit le support utilisé (dénommée ci-après « communication à caractère promotionnel ») ainsi que les autres documents et avis se rapportant à une offre publique qui sont diffusés sur le territoire belge à l'initiative de l'offrant ou des intermédiaires désignés par lui, répondent aux exigences suivantes :

1° ils annoncent qu'un prospectus et un mémoire en réponse ont été, sont ou seront publiés, et indiquent où les détenteurs de titres pourront se procurer ces documents;

2° les informations qu'ils contiennent ne peuvent être trompeuses ou inexactes;

3° les informations qu'ils contiennent sont compatibles avec les informations contenues dans le prospectus si celui-ci a déjà été publié ou devant y figurer si celui-ci est publié ultérieurement.

§ 2. Les communications à caractère promotionnel et les autres documents et avis se rapportant à une offre publique, qui sont diffusés sur le territoire belge à l'initiative de la société visée ou des intermédiaires désignés par elle, répondent aux exigences suivantes :

1° ils annoncent qu'un prospectus et un mémoire en réponse ont été, sont ou seront publiés, et indiquent où les détenteurs de titres pourront se procurer ces documents;

2° les informations qu'ils contiennent ne peuvent être trompeuses ou inexactes;

3° les informations qu'ils contiennent sont compatibles avec les informations contenues dans le mémoire en réponse si celui-ci a déjà été publié ou devant y figurer si celui-ci est publié ultérieurement.

§ 3. Les communications à caractère promotionnel visées aux paragraphes précédents doivent être clairement reconnaissables en tant que telles.

§ 4. Sans préjudice du § 1^{er}, toute information donnée sur l'offre publique par l'offrant ou les intermédiaires désignés par lui, quel que soit son mode de diffusion, même si elle n'a pas de visée promotionnelle, doit toujours concorder avec les informations fournies dans le prospectus.

§ 5. Sans préjudice du § 2, toute information donnée sur l'offre publique par la société visée ou les intermédiaires désignés par elle, quel que soit son mode de diffusion, même si elle n'a pas de visée promotionnelle, doit toujours concorder avec les informations fournies dans le mémoire en réponse.

§ 6. Sans préjudice des §§ 1^{er} à 5, le Roi peut, sur avis de la CBFA, prévoir d'autres exigences applicables aux communications, autres documents et avis visés aux §§ 1^{er} et 2 qui ont trait à une offre publique effectuée sur le territoire belge, en distinguant le cas échéant selon le type de titres concerné.

Art. 32. Les informations importantes pour l'évaluation de l'offre qui sont fournies, de manière directe ou indirecte, par l'offrant ou la société visée et sont adressées aux investisseurs qualifiés ou à des catégories spéciales d'investisseurs, y compris celles communiquées aux analystes financiers, sont communiquées à tous les détenteurs de titres auxquels l'offre s'adresse.

Art. 33. § 1^{er}. Les communications à caractère promotionnel et les autres documents et avis se rapportant à une offre publique, qui sont diffusés à l'initiative de l'offrant, de la société visée ou des intermédiaires désignés par eux, ne sont rendus publics qu'après avoir été approuvés par la CBFA, compte tenu des exigences prévues par les articles 31, §§ 1^{er} à 5, ainsi que par les arrêtés pris en exécution de l'article 31, § 6.

§ 2. La CBFA se prononce dans les cinq jours ouvrables à dater de la réception des communications à caractère promotionnel, autres documents et avis visés au § 1^{er}.

§ 3. Seuls l'offrant, la société visée et/ou les intermédiaires désignés par eux peuvent introduire un recours, conformément à l'article 121 de la loi du 2 août 2002, contre un refus de la CBFA d'approuver les communications à caractère promotionnel, autres documents et avis qu'ils lui ont soumis. La décision d'approuver les communications à caractère promotionnel, autres documents et avis n'est pas susceptible de recours.

HOOFDSTUK III. — *Reclame*

Art. 31. § 1. Elke aankondiging die betrekking heeft op een specifieke openbare overnamebieding en die er specifiek op gericht is de mogelijke aanvaarding van het bod te beïnvloeden, op welke informatiedrager ook (hierna aangemerkt als « reclame ») en de andere documenten en berichten die betrekking hebben op een openbaar bod en die op het Belgisch grondgebied worden verspreid op initiatief van de bieder of de door hem aangestelde tussenpersonen, voldoen aan de volgende vereisten :

1° er wordt vermeld dat een prospectus en een memorie van antwoord zijn, worden of zullen worden gepubliceerd en er wordt aangegeven waar de effectenhouders deze documenten kunnen verkrijgen;

2° de erin vervatte informatie mag niet onjuist of misleidend zijn;

3° de erin vervatte informatie stemt overeen met de in het reeds gepubliceerde prospectus verstrekte informatie of, indien het prospectus op een later tijdstip wordt gepubliceerd, met de informatie die in het prospectus moet worden verstrekt.

§ 2. De reclame en de andere documenten en berichten die betrekking hebben op een openbaar bod en die op het Belgisch grondgebied worden verspreid op initiatief van de doelvennootschap of de door haar aangestelde tussenpersonen, voldoen aan de volgende vereisten :

1° er wordt vermeld dat een prospectus en een memorie van antwoord zijn, worden of zullen worden gepubliceerd en er wordt aangegeven waar de effectenhouders deze documenten kunnen verkrijgen;

2° de erin vervatte informatie mag niet onjuist of misleidend zijn;

3° de erin vervatte informatie stemt overeen met de in de reeds gepubliceerde memorie van antwoord verstrekte informatie of, indien deze memorie op een later tijdstip wordt gepubliceerd, met de informatie die in de memorie moet worden verstrekt.

§ 3. De reclame bedoeld in de vorige paragrafen, moet duidelijk als zodanig herkenbaar zijn.

§ 4. Onverminderd § 1 moet alle informatie over het openbaar bod door de bieder of de door hem aangestelde tussenpersonen, ongeacht de wijze waarop zij wordt meegedeeld en ook al wordt zij niet voor reclamedoeleinden verstrekt, steeds stroken met de informatie die in het prospectus is vermeld.

§ 5. Onverminderd § 2 moet alle informatie over het openbaar bod door de doelvennootschap of de door haar aangestelde tussenpersonen, ongeacht de wijze waarop zij wordt meegedeeld en ook al wordt zij niet voor reclamedoeleinden verstrekt, steeds stroken met de informatie die in de memorie van antwoord is vermeld.

§ 6. Onverminderd de §§ 1 tot 5 kan de Koning, op advies van de CBFA, andere vereisten opleggen aan de in §§ 1 en 2 bedoelde reclame en andere documenten en berichten die betrekking hebben op een openbaar bod op het Belgische grondgebied, daarbij in voorkomend geval een onderscheid makend naargelang het betrokken type effect.

Art. 32. De informatie die betekenisvol is voor de beoordeling van het bod en die, rechtstreeks of onrechtstreeks, is verstrekt door de bieder of de doelvennootschap en die is gericht tot gekwalificeerde beleggers of tot speciale categorieën van beleggers, inclusief de informatie die is meegedeeld aan financiële analisten, wordt verstrekt aan alle effectenhouders aan wie het bod is gericht.

Art. 33. § 1. De reclame en de andere documenten en berichten die betrekking hebben op een openbaar bod en die worden verspreid op initiatief van de bieder, de doelvennootschap of de door hen aangestelde tussenpersonen worden pas openbaar gemaakt nadat zij door de CBFA zijn goedgekeurd, rekening houdend met de vereisten waarvan sprake in de artikelen 31, §§ 1 tot 5, en de ter uitvoering van artikel 31, § 6, genomen besluiten.

§ 2. De CBFA spreekt zich uit binnen vijf werkdagen na ontvangst van de in § 1 bedoelde reclame, andere documenten en berichten.

§ 3. Enkel de bieder, de doelvennootschap en/of de door hen aangestelde tussenpersonen mogen, conform artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002, beroep instellen tegen een weigering van de CBFA om de door hen voorgelegde reclame en de andere documenten en berichten goed te keuren. Tegen de beslissing om de reclame en de andere documenten en berichten goed te keuren, kan geen beroep worden ingesteld.

§ 4. Aucune mention de l'intervention de la CBFA ou de toute autre autorité compétente d'un Etat membre de l'Espace économique européen ne peut être faite dans les communications à caractère promotionnel et dans les autres documents et avis visés au § 1^{er}, excepté la mention de l'approbation du prospectus et/ou du mémoire en réponse.

Art. 34. § 1^{er}. Nonobstant toute stipulation contraire défavorable au détenteur de titres, l'offrant et les intermédiaires désignés par lui sont tenus de la réparation du préjudice causé par toute communication à caractère promotionnel ou autre document ou avis se rapportant à l'opération, publié à leur initiative, qui contient des informations trompeuses, inexactes ou contradictoires par rapport au prospectus ou par la non-conformité de ces communications, autres documents ou avis avec les dispositions de l'article 31, §§ 1^{er}, 3 et 4, ou prises en vertu de l'article 31, § 6.

§ 2. Nonobstant toute stipulation contraire défavorable au détenteur de titres, la société visée et les intermédiaires désignés par elle sont tenus de la réparation du préjudice causé par toute communication à caractère promotionnel ou autre document ou avis se rapportant à l'opération, publié à leur initiative, qui contient des informations trompeuses, inexactes ou contradictoires par rapport au mémoire en réponse ou par la non-conformité de ces communications, autres documents ou avis avec les dispositions de l'article 31, §§ 2, 3 et 5, ou prises en vertu de l'article 31, § 6.

§ 3. Le préjudice subi par le détenteur de titres de la société visée est présumé résulter, sauf preuve contraire, du caractère trompeur, inexact ou contradictoire par rapport, selon le cas, au prospectus ou au mémoire en réponse d'informations contenues dans toute communication à caractère promotionnel ou autre document ou avis se rapportant à l'opération, publié à leur initiative, ou de la non-conformité de ces informations avec les dispositions de l'article 31, §§ 1^{er} à 5, ou prises en vertu de l'article 31, § 6.

TITRE III. — *Contrôle*

CHAPITRE 1^{er}. — *Pouvoirs de la CBFA*

Art. 35. § 1^{er}. La CBFA est seule chargée de veiller à l'application de la partie II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

La CBFA peut accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations motivées aux dispositions de la partie II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, et elle peut assortir ces dérogations de conditions. La CBFA motive ses décisions de dérogation par référence expresse aux orientations définies à l'article 9.

§ 2. Sans préjudice de l'application de l'article 4, la CBFA veille, dans le cadre d'une offre publique d'acquisition, à la régularité des actions de la société visée qui seraient susceptibles de faire échouer l'offre et contrôle en particulier le respect des dispositions des articles 510, 511, 512, 556, 557, 607 et 620 C.Soc. ainsi que le respect des dispositions statutaires arrêtées conformément aux articles 46 et 47.

Si la CBFA a des motifs de croire que les dispositions visées à l'alinéa 1^{er} n'ont pas été correctement respectées, elle en avise la société concernée. Si elle estime que son avis n'a pas ou pas suffisamment été pris en compte, elle peut le rendre public.

Art. 36. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 19, § 2, et de l'article 78 de la loi du 2 août 2002, la CBFA peut prendre les mesures nécessaires et adresser des injonctions pour assurer la correcte application des dispositions de la partie II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Elle peut notamment :

1° lorsqu'elle constate une opération, une pratique ou une omission contraire aux dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution, enjoindre à toute personne qui en est responsable de se conformer à ces dispositions, de mettre fin à l'irrégularité constatée ou d'en supprimer les effets;

2° interdire à la personne qui en est responsable de faire usage des droits ou de bénéficier des avantages qu'elle peut retirer de cette opération, pratique ou omission contraire aux dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution;

3° exiger des parties à l'offre ou des parties dont la CBFA a des motifs raisonnables de croire qu'elles doivent lancer une offre obligatoire, ainsi que des personnes qui les contrôlent ou sont contrôlées par elles, qu'elles fournissent des informations et des documents à la CBFA;

4° enjoindre à l'offrant de prendre certaines mesures si elle estime qu'une offre risque de se faire ou se fait dans des conditions qui peuvent induire le public en erreur;

§ 4. In de reclame en in de andere documenten en berichten bedoeld in § 1 mag geen gewag worden gemaakt van het optreden van de CBFA of van enige andere bevoegde autoriteit van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, met uitzondering van de vermelding dat het prospectus en/of de memorie van antwoord is goedgekeurd.

Art. 34. § 1. Niettegenstaande elk andersluidend beding in het nadeel van de effectenhouder, zijn de bieder alsook de door hem aangestelde tussenpersonen, verplicht tot herstel van het nadeel veroorzaakt door de misleidende, onjuiste of ten aanzien van het prospectus inconsistente informatie, vervat in de reclame, documenten of berichten met betrekking tot de verrichting die op hun initiatief zijn gepubliceerd, dan wel door de strijdigheid van deze reclame, documenten of berichten met de bepalingen van artikel 31, §§ 1, 3 en 4, of genomen krachtens artikel 31, § 6.

§ 2. Niettegenstaande elk andersluidend beding in het nadeel van de effectenhouder, zijn de doelvennootschap alsook de door haar aangestelde tussenpersonen, verplicht tot herstel van het nadeel veroorzaakt door de misleidende, onjuiste of ten aanzien van de memorie van antwoord inconsistente informatie, vervat in de reclame, documenten of berichten met betrekking tot de verrichting die op hun initiatief zijn gepubliceerd, dan wel door de strijdigheid van deze reclame, documenten of berichten met de bepalingen van artikel 31, §§ 2, 3 en 5, of genomen krachtens artikel 31, § 6.

§ 3. Het nadeel dat aan de houder van effecten van de doelvennootschap wordt berokkend, wordt, behoudens tegenbewijs, geacht het gevolg te zijn van de misleidende, onjuiste of ten aanzien van, naar gelang het geval, het prospectus of de memorie van antwoord inconsistente informatie, vervat in de reclame, documenten of berichten met betrekking tot de verrichting die op hun initiatief zijn gepubliceerd, dan wel door de strijdigheid van deze reclame, documenten of berichten met de bepalingen van artikel 31, §§ 1 tot 5, of genomen krachtens artikel 31, § 6.

TITEL III. — *Handhaving*

HOOFDSTUK I. — *Bevoegdheid van de CBFA*

Art. 35. § 1. Alleen de CBFA is belast met het toezicht op de toepassing van deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten.

In bijzondere gevallen kan de CBFA gemotiveerde afwijkingen van deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten toestaan en kan hieraan vereisten verbinden. De CBFA motiveert haar beslissingen tot afwijking onder uitdrukkelijke verwijzing naar de richtsnoeren bepaald in artikel 9.

§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 4, ziet de CBFA in het kader van een openbaar overnamebod toe op de regelmatigheid van de handelingen van de doelvennootschap die het bod zouden kunnen dwarsbomen en inzonderheid op de naleving van de bepalingen van de artikelen 510, 511, 512, 556, 557, 607 en 620 W. Venn. evenals op de naleving van de statutaire bepalingen vastgesteld overeenkomstig de artikelen 46 en 47.

Indien de CBFA redenen heeft om aan te nemen dat de in het eerste lid bedoelde bepalingen niet correct werden nageleefd, geeft de CBFA hiervan kennis aan de betrokken vennootschap. Indien, naar het oordeel van de CBFA, geen of onvoldoende rekening wordt gehouden met haar kennisgeving, kan zij haar kennisgeving openbaar maken.

Art. 36. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 19, § 2, en artikel 78 van de wet van 2 augustus 2002, kan de CBFA de nodige maatregelen nemen en aanmaningen geven om de correcte toepassing te waarborgen van deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Zij kan inzonderheid :

1° wanneer zij een verrichting, praktijk of nalatigheid vaststelt die strijdig is met de wet en haar uitvoeringsbesluiten, iedere daarvoor verantwoordelijke persoon aanmanen zich te schikken naar deze bepalingen, een einde te maken aan de vastgestelde onregelmatigheid of de uitwerking ervan ongedaan te maken;

2° de daarvoor verantwoordelijke persoon verbod opleggen om gebruik te maken van de rechten of voordelen die hij uit deze verrichting, praktijk of nalatigheid die strijdig is met de wet of haar uitvoeringsbesluiten, kan halen;

3° de partijen bij een bod of partijen van wie de CBFA gegronde redenen heeft om aan te nemen dat zij een verplicht bod moeten uitbrengen, alsook de personen onder wier controle zij staan of over wie zij controle uitoefenen, verplichten aan de CBFA informatie en documenten te verstrekken;

4° de bieder bevelen bepaalde maatregelen te treffen indien zij oordeelt dat een bod dreigt te geschieden of geschiedt onder voorwaarden die het publiek kunnen misleiden;

5° suspendre une offre ou la publication de l'avis annonçant l'offre, pendant dix jours ouvrables consécutifs au plus, chaque fois qu'elle a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu violation des dispositions de la partie II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

6° interdire une offre ou la publication de l'avis annonçant l'offre, si elle constate ou a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il y a eu violation des dispositions de la partie II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

7° suspendre, pendant dix jours ouvrables consécutifs au plus, la diffusion des communications à caractère promotionnel et autres documents et avis visés à l'article 31, chaque fois qu'elle a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu violation des dispositions de la partie II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

8° interdire ou ordonner le retrait de la diffusion des communications à caractère promotionnel et autres documents et avis visés à l'article 31, chaque fois qu'elle a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu violation des dispositions de la partie II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

9° ordonner à une partie à l'offre de publier une rectification de communications à caractère promotionnel, autres documents ou avis diffusés en violation des dispositions de la partie II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

10° procéder le cas échéant elle-même à la publication de la rectification ordonnée conformément au 9° si celle-ci n'a pas été effectuée à l'expiration du délai fixé;

11° rendre publique toute décision prise conformément aux 1°, 2°, 4° à 9°, 14° et 15°, sauf si cette publicité risque de perturber gravement les marchés financiers ou cause un préjudice disproportionné aux parties en cause;

12° rendre public le fait qu'une partie à l'offre ne se conforme pas à ses obligations, sauf si cette publicité risque de perturber gravement les marchés financiers ou cause un préjudice disproportionné aux parties en cause;

13° effectuer des inspections et expertises sur place, prendre connaissance et copie sur place de tout document, fichier et enregistrement et avoir accès à tout système informatique, afin de s'assurer du respect des dispositions de la partie II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, étant entendu que ces pouvoirs d'investigation ne s'étendent pas à des habitations privées;

14° enjoindre à toute personne qui, bien qu'y étant obligée en vertu de la loi et de ses arrêtés d'exécution, omet de procéder à une offre obligatoire, de prendre les mesures nécessaires à cet effet;

15° enjoindre à la société visée qui, bien qu'y étant obligée en vertu de la loi et de ses arrêtés d'exécution, omet d'établir et de publier un mémoire en réponse, de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

§ 2. Les décisions visées au § 1^{er} sont notifiées de la manière la plus appropriée à la personne responsable.

Toute décision prise en application de la présente disposition est exécutoire dès sa notification.

§ 3. Dans les cas visés au § 1^{er}, 5° et 7°, la CBFA peut renouveler la mesure de suspension, chaque fois pour une période de dix jours ouvrables consécutifs au plus.

§ 4. A toute personne qui, à l'expiration du délai fixé par la CBFA, reste en défaut de se conformer à une injonction ou interdiction qui lui a été adressée en vertu du § 1^{er}, la CBFA peut infliger une astreinte qui ne peut être, par jour calendrier, supérieure à 50.000 euros, ni, pour la méconnaissance d'une même injonction ou interdiction, supérieure à 2.500.000 euros.

§ 5. Les mesures de publicité visées au § 1^{er} sont opérées, selon le cas, aux frais de l'offrant, de la société visée, des autres parties à l'offre ou des personnes désignées par eux.

Art. 37. Sans préjudice d'autres mesures prises conformément à la partie II de la présente loi, la CBFA peut, lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions de la partie II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, infliger à la personne responsable une amende administrative, qui ne peut être inférieure à 2.500 euros ni supérieure, pour le même fait ou le même ensemble de faits, à 2.500.000 euros.

5° een bod of de publicatie van de kennisgeving ervan voor maximaal tien opeenvolgende werkdagen opschorten telkens wanneer zij gegronde redenen heeft om aan te nemen dat er een inbreuk is gepleegd op de bepalingen van deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten;

6° een bod of de publicatie van de kennisgeving ervan verbieden wanneer zij vaststelt of gegronde redenen heeft om aan te nemen dat er een inbreuk is gepleegd op de bepalingen van deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten;

7° de verspreiding van de reclame en de andere documenten en berichten bedoeld in artikel 31 opschorten voor maximaal tien opeenvolgende werkdagen, telkens wanneer zij gegronde redenen heeft om aan te nemen dat er een inbreuk op deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten is gepleegd;

8° de verspreiding van de reclame en de andere documenten en berichten bedoeld in artikel 31 verbieden of bevelen dat de verspreiding van de reclame en de andere documenten en berichten bedoeld in artikel 31 wordt ingetrokken, telkens wanneer zij gegronde redenen heeft om aan te nemen dat er een inbreuk op deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten is gepleegd;

9° een partij bij het bod bevelen een rechtzetting te publiceren van reclame, andere documenten of berichten die met overtreding van deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten zijn verspreid;

10° in voorkomend geval, zelf overgaan tot de publicatie van de conform de bepaling onder 9° bevolen rechtzetting, indien die rechtzetting niet binnen de vastgestelde termijn werd verricht;

11° elke beslissing openbaar maken die genomen is overeenkomstig de bepalingen onder 1°, 2°, 4° tot 9°, 14° en 15°, tenzij deze openbaarmaking de financiële markten ernstig in gevaar dreigt te brengen of de betrokken partijen onevenredige schade dreigt te berokkenen;

12° openbaar maken dat een partij bij het bod niet aan zijn verplichtingen voldoet, tenzij deze openbaarmaking de financiële markten ernstig in gevaar dreigt te brengen of de betrokken partijen onevenredige schade zou berokkenen;

13° ter plaatse inspecties en expertises verrichten, ter plaatse kennis nemen van en een kopie maken van elk document, elk gegevensbestand en elke registratie, alsook toegang hebben tot elk informaticasysteem, om na te gaan of deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten worden nageleefd, met dien verstande dat deze onderzoeksbevoegdheden zich niet uitstrekken tot privéwoningen;

14° bevelen dat de persoon die, ofschoon hij daartoe krachtens de wet en haar uitvoeringsbesluiten verplicht is, nalaat een verplicht bod uit te brengen, de noodzakelijke maatregelen treft;

15° bevelen dat de doelvennootschap die, ofschoon zij daartoe krachtens de wet en haar uitvoeringsbesluiten verplicht is, nalaat een memorie van antwoord op te stellen en te publiceren, hiertoe de noodzakelijke maatregelen treft.

§ 2. De beslissingen bedoeld in § 1 worden op de meest geschikte wijze ter kennis gebracht van de verantwoordelijke persoon.

Iedere met toepassing van deze bepaling genomen beslissing is uitvoerbaar zodra zij ter kennis is gebracht.

§ 3. In de gevallen bedoeld in § 1, 5° en 7°, kan de CBFA de opschortingsmaatregel telkens met een periode van maximaal tien opeenvolgende werkdagen verlengen.

§ 4. De CBFA kan eenieder die zich binnen de door haar bepaalde termijn niet voegt naar een hem krachtens § 1 opgelegd bevel of verbod, een dwangsom opleggen die per kalenderdag niet meer mag bedragen dan 50.000 euro, noch meer dan 2.500.000 euro voor de miskennis van eenzelfde bevel of verbod.

§ 5. De kosten voor de in § 1 bedoelde openbaarmakingsmaatregelen zijn, naar gelang het geval, voor rekening van de bieder, de doelvennootschap, de andere partijen bij het bod of de door hen aangestelde personen.

Art. 37. Onverminderd andere maatregelen genomen overeenkomstig deel II van deze wet, kan de CBFA, wanneer zij een inbreuk vaststelt op de bepalingen van deel II van deze wet of zijn uitvoeringsbesluiten, aan de daarvoor verantwoordelijke persoon een administratieve geldboete opleggen, die niet minder mag bedragen dan 2.500 euro noch, voor hetzelfde feit of voor hetzelfde geheel van feiten, meer mag bedragen dan 2.500.000 euro.

Art. 38. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 75 à 15.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° ceux qui font obstacle aux vérifications auxquelles ils sont tenus de se soumettre en vertu de la présente loi, qui refusent ou omettent de donner les informations ou documents qu'ils sont tenus de fournir en vertu de la présente loi ou qui donnent sciemment des informations ou documents inexacts ou incomplets;

2° ceux qui contreviennent aux articles 10, 11, 18, 20, §§ 1^{er} à 3, 31, §§ 1^{er} et 2, 32 et 33, § 1^{er};

3° ceux qui méconnaissent une suspension ou une interdiction prononcées en vertu de l'article 36 ou un refus d'approbation du prospectus ou ceux qui passent outre à une injonction qui leur a été adressée en application de l'article 36;

4° ceux qui publient sciemment en Belgique un prospectus ou un supplément qui contient des informations inexacts ou incomplètes qui peuvent induire le public en erreur sur les conditions de l'offre;

5° ceux qui publient sciemment en Belgique des communications à caractère promotionnel qui contiennent des informations trompeuses ou inexacts qui peuvent induire le public en erreur sur les conditions de l'offre;

6° ceux qui rendent public en Belgique un prospectus ou un supplément en faisant état de l'approbation de la CBFA ou de l'autorité compétente d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen alors que celle-ci n'a pas été donnée;

7° ceux qui sciemment rendent public en Belgique un prospectus ou un supplément, différent de celui qui a été approuvé par la CBFA ou par l'autorité compétente d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen;

8° ceux qui sciemment rendent publiques en Belgique des communications à caractère promotionnel différentes de celles qui ont été approuvées par la CBFA en vertu de l'article 33;

9° ceux qui méconnaissent sciemment l'interdiction visée à l'article 48.

Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punies par le présent article.

Art. 39. Les astreintes et amendes administratives imposées en application des articles 36, § 4, et 37 sont recouvrées au profit du Trésor par l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines.

Art. 40. Pour contrôler l'application des dispositions de la partie II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, la CBFA peut requérir des entreprises de marché des marchés réglementés, des opérateurs des systèmes multilatéraux de négociation, des intermédiaires financiers visés à l'article 2, 9°, de la loi du 2 août 2002, et de leurs mandants, qu'ils lui communiquent tout renseignement, document ou pièce qu'elle estime nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Les personnes qui interviennent successivement dans la transmission des ordres ou dans l'exécution des opérations en cause, et leurs mandants sont tenus à une même obligation. La communication des documents et pièces a lieu sur place.

Les intermédiaires informent au préalable la personne à la demande ou pour le compte de laquelle ils sont appelés à agir, que leur intervention est subordonnée à l'autorisation de dévoiler à la CBFA l'identité du bénéficiaire final de la transaction.

Si les prescriptions de l'alinéa précédent ne sont pas remplies, l'intermédiaire ne peut exécuter les opérations.

CHAPITRE II. — *Recours auprès des autorités judiciaires*

Art. 41. [...]

TITRE IV. — *Information et consultation du personnel*

Art. 42. Dès qu'une offre portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote a été rendue publique, les organes d'administration de la société visée et de l'offrant informent respectivement les représentants de leur personnel ou, lorsqu'il n'existe pas de tels représentants, le personnel lui-même.

Art. 43. Dès que le prospectus relatif à une offre portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote est rendu public, les organes d'administration de la société visée et de l'offrant le communiquent respectivement aux représentants de leur personnel ou, lorsqu'il n'existe pas de tels représentants, au personnel lui-même.

Art. 38. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van 75 euro tot 15.000 euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft :

1° eenieder die de controles in de weg staat waaraan hij zich krachtens deze wet moet onderwerpen, die weigert of nalaat de informatie of documenten te verstrekken die hij moet bezorgen krachtens deze wet of die met opzet onjuiste of onvolledige informatie of documenten verstrekt;

2° eenieder die de artikelen 10, 11, 18, 20, §§ 1 tot 3, 31, §§ 1 en 2, 32 en 33, § 1, overtreedt;

3° eenieder die een krachtens artikel 36 uitgesproken opschorting of verbod, die een weigering tot goedkeuring van het prospectus miskent of die geen gevolg geeft aan een aanmaning die met toepassing van artikel 36 tot hem was gericht;

4° eenieder die met opzet in België een prospectus of een aanvulling op een prospectus publiceert met onjuiste of onvolledige informatie die het publiek kan misleiden omtrent de voorwaarden van het bod;

5° eenieder die met opzet in België reclame publiceert met onjuiste of misleidende informatie die het publiek kan misleiden omtrent de voorwaarden van het bod;

6° eenieder die in België een prospectus of een aanvulling op een prospectus publiceert waarin gewag wordt gemaakt van de goedkeuring van de CBFA of de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte hoewel die goedkeuring niet werd gegeven;

7° eenieder die met opzet in België een prospectus of een aanvulling op een prospectus publiceert dat verschilt van het prospectus of de aanvulling die is goedgekeurd door de CBFA of de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

8° eenieder die met opzet in België reclame publiceert die verschilt van de reclame die door de CBFA krachtens artikel 33 is goedgekeurd;

9° eenieder die het in artikel 48 bedoelde verbod bewust miskent.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de misdrijven bestraft door dit artikel.

Art. 39. De dwangsommen en de administratieve geldboetes, opgelegd met toepassing van de artikelen 36, § 4, en 37, worden ten voordele van de Schatkist ingevorderd door de Administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen.

Art. 40. Om toezicht te houden over de toepassing van de bepalingen van deel II van deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten kan de CBFA van de marktondernemingen van de gereguleerde markten, van de exploitanten van de multilaterale handelsfaciliteiten, van de financiële tussenpersonen bedoeld in artikel 2, 9°, van de wet van 2 augustus 2002, en van hun opdrachtgevers, eisen dat zij haar alle inlichtingen, documenten of stukken verstrekken die zij noodzakelijk acht voor de uitvoering van haar opdracht. De personen die achtereenvolgens optreden bij het doorgeven van de orders of bij de uitvoering van de betrokken verrichtingen, en hun opdrachtgevers, zijn door eenzelfde verplichting verbonden. De mededeling van de documenten en stukken geschiedt ter plaatse.

De bemiddelaars stellen de persoon, op wiens verzoek of voor wiens rekening zij optreden, ervan vooraf in kennis dat hun optreden afhankelijk is van de toestemming om de identiteit van de eindbegunstigde van de transactie kenbaar te maken aan de CBFA.

Indien de voorschriften van het vorige lid niet worden nagekomen, mag de bemiddelaar de verrichtingen niet uitvoeren.

HOOFDSTUK II. — *Verhaal bij de gerechtelijke autoriteiten*

Art. 41. [...]

TITEL IV. — *Informatie en raadpleging van werknemers*

Art. 42. Zodra een bod op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht is openbaar gemaakt, stellen de bestuursorganen van de doelvennootschap en van de bieder ieder de vertegenwoordigers van hun werknemers of, bij ontstentenis van vertegenwoordigers, de werknemers zelf daarvan in kennis.

Art. 43. Zodra het prospectus aangaande een bod op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht openbaar wordt gemaakt, doen de bestuursorganen van de doelvennootschap en van de bieder ieder het prospectus toekomen aan de vertegenwoordigers van hun werknemers of, bij ontstentenis van vertegenwoordigers, aan de werknemers zelf.

Art. 44. L'organe d'administration de la société visée communique dans le même temps aux représentants du personnel de la société ou, lorsqu'il n'existe pas de tels représentants, au personnel lui-même, son avis sur l'offre publique d'acquisition portant sur des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote.

Si l'organe d'administration de la société visée reçoit en temps utile la position distincte du conseil d'entreprise concernant l'offre et notamment ses répercussions sur l'emploi, cette position est jointe au document; à défaut de position unanime du conseil d'entreprise, la position des différentes composantes de ce dernier est jointe au document.

Art. 45. S'il existe un conseil d'entreprise au sein de la société visée, ce dernier entend les représentants de l'organe d'administration de l'offrant, sauf décision unanime des membres de ce conseil d'entreprise de renoncer à une telle audition.

L'audition visée à l'alinéa 1^{er}, a lieu au plus tard dix jours après le début de la période d'acceptation de l'offre. Le conseil d'entreprise de la société visée communique la date de cette audition au plus tard trois jours à l'avance à l'organe d'administration de l'offrant.

Lors de l'audition visée à l'alinéa 1^{er}, les représentants de l'organe d'administration de l'offrant peuvent se faire assister des personnes de leur choix. Les représentants de l'offrant font au conseil d'entreprise de la société visée une présentation de la politique industrielle et financière de l'offrant, ainsi que de ses plans stratégiques pour la société visée et de leurs répercussions probables sur l'emploi et les sites d'activité de la société visée. Les représentants de l'offrant prennent connaissance des remarques éventuellement formulées par le conseil d'entreprise de la société visée.

Aussi longtemps que l'offrant, qui y était invité, ne s'est pas présenté à l'audition visée à l'alinéa 1^{er}, il ne peut, lors de l'assemblée générale de la société visée, exercer les droits de vote attachés aux titres qu'il a acquis dans le cadre de l'offre.

TITRE V. — Règles complémentaires concernant les offres publiques d'acquisition

CHAPITRE 1^{er}. — Régimes facultatifs

Art. 46. § 1^{er}. Les statuts d'une société qui a son siège statutaire en Belgique et dont une partie au moins des titres avec droit de vote sont admis à la négociation sur un marché réglementé, peuvent prévoir :

1° que, pendant la période d'offre, l'organe d'administration et l'organe auquel l'organe d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs, n'entreprendront des actions susceptibles de faire échouer l'offre publique que s'ils y ont été préalablement et spécifiquement autorisés par l'assemblée générale;

2° que les décisions susceptibles de faire échouer l'offre publique qui auraient été prises avant le début de la période d'offre par l'organe d'administration et l'organe auquel l'organe d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs, et qui n'auraient pas encore été mises en œuvre ou n'auraient encore été que partiellement mises en œuvre devront être approuvées ou confirmées par l'assemblée générale, à moins qu'elles ne s'inscrivent dans le cours normal des activités de la société;

3° que les restrictions au transfert de titres avec droit de vote et de titres donnant accès au droit de vote, inscrites tant dans les statuts que dans des accords contractuels conclus avec ou entre des détenteurs de titres, ne s'appliqueront pas vis-à-vis de l'offrant pendant la période d'acceptation de l'offre publique;

4° que les restrictions au droit de vote, inscrites tant dans les statuts que dans des accords contractuels conclus avec ou entre des détenteurs de titres, ne s'appliqueront pas lors d'une assemblée générale qui serait convoquée pendant la période d'offre et dont l'ordre du jour porterait notamment sur la prise de mesures de défense;

5° que les restrictions au transfert de titres ou au droit de vote, en ce compris le droit de vote multiple, visées aux 3° et 4°, ou les droits statutaires extraordinaires des actionnaires concernant la nomination ou la révocation de membres de l'organe d'administration, ne s'appliqueront pas lors de la première assemblée générale convoquée à la demande de l'offrant au plus tôt deux semaines, et au plus tard deux mois, après la publication des résultats de l'offre publique aux fins de modifier les statuts ou de nommer ou révoquer des membres de l'organe d'administration, pour autant que l'offrant détienne au moins 75% du capital assorti de droits de vote.

Art. 44. Het bestuursorgaan van de doelvennootschap deelt haar standpunt over het openbaar overnamebod op effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht gelijktijdig mee aan de vertegenwoordigers van de werknemers of, bij ontstentenis van vertegenwoordigers, aan de werknemers zelf.

Indien het bestuursorgaan van de doelvennootschap tijdig een eigen standpunt van de ondernemingsraad omtrent het bod en inzonderheid de gevolgen van het bod voor de werkgelegenheid ontvangt, wordt dit standpunt aan het bovenbedoelde document gehecht; zo er geen unaniem standpunt van de ondernemingsraad is, wordt dat van de verschillende fracties aan het bovenbedoelde document gehecht.

Art. 45. Indien binnen de doelvennootschap een ondernemingsraad bestaat, hoort deze laatste de vertegenwoordigers van het bestuursorgaan van de bieder, behoudens unanieme beslissing van de leden van deze ondernemingsraad om af te zien van de hoorzitting.

De hoorzitting bedoeld in het eerste lid, vindt ten laatste tien dagen na de aanvang van de aanvaardingsperiode van het bod plaats. De ondernemingsraad van de doelvennootschap deelt ten laatste drie dagen op voorhand de datum van deze hoorzitting mee aan het bestuursorgaan van de bieder.

Ter gelegenheid van de hoorzitting bedoeld in het eerste lid, kunnen de vertegenwoordigers van het bestuursorgaan van de bieder zich laten bijstaan door de personen van hun keuze. De vertegenwoordigers van de bieder geven aan de ondernemingsraad van de doelvennootschap een toelichting van het industriële en financiële beleid van de bieder en van zijn strategische plannen voor de doelvennootschap en hun vermoedelijke gevolgen voor de werkgelegenheid en de vestigingsplaatsen van de doelvennootschap. De vertegenwoordigers van de bieder nemen kennis van de eventuele opmerkingen die de ondernemingsraad van de doelvennootschap formuleert.

Zolang de bieder, die hiertoe werd uitgenodigd, zich niet heeft gemeld voor de hoorzitting bedoeld in het eerste lid, mag hij ter gelegenheid van de algemene vergadering van de doelvennootschap de stemrechten, verbonden aan de effecten die hij in het kader van het bod heeft verworven, niet uitoefenen.

TITEL V. — Nadere regels inzake openbare overnamebieding

HOOFDSTUK I. — Facultatieve regelingen

Art. 46. § 1. De statuten van een vennootschap met statutaire zetel in België waarvan minstens een gedeelte van de effecten met stemrecht is toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt, kunnen bepalen dat :

1° tijdens de biedperiode, het bestuursorgaan en het orgaan waaraan het bestuursorgaan een gedeelte van zijn bevoegdheden heeft overgedragen geen handelingen zullen stellen die het openbaar bod zouden kunnen dwarsbomen, dan na voorafgaandelijke en specifieke machtiging van de algemene vergadering;

2° reeds voor de aanvang van de biedperiode door het bestuursorgaan en het orgaan waaraan het bestuursorgaan een gedeelte van zijn bevoegdheden heeft overgedragen genomen besluiten, die het openbaar bod zouden kunnen dwarsbomen, en die nog niet of slechts gedeeltelijk zijn uitgevoerd, de goedkeuring of bekrachtiging van de algemene vergadering behoeven, tenzij zij passen in de normale bedrijfsvoering van de vennootschap;

3° beperkingen inzake overdracht van de effecten met stemrecht en effecten die toegang geven tot stemrecht, bepaald in zowel de statuten als in overeenkomsten met en tussen effectenhouders, tijdens de aanvaardingsperiode van het openbaar bod niet zullen gelden ten aanzien van de bieder;

4° stemrechtbeperkingen, bepaald in zowel de statuten als in overeenkomsten met en tussen effectenhouders, niet zullen gelden op een algemene vergadering, bijeengeroepen tijdens de biedperiode en waar inzonderheid het nemen van beschermingsmaatregelen gegaandeerd wordt;

5° dat de in 3° en 4° bedoelde overdrachtsbeperkingen of stemrechtbeperkingen, inclusief meervoudig stemrecht, of buitengewone statutaire rechten van aandeelhouders ten aanzien van benoeming of ontslag van leden van het bestuursorgaan, niet zullen gelden op de eerste algemene vergadering die op verzoek van de bieder ten vroegste twee weken, en uiterlijk twee maanden na de bekendmaking van de resultaten van het openbaar bod wordt bijeengeroepen om de statuten te wijzigen of leden van het bestuursorgaan te benoemen of te ontslaan, voor zover de bieder in het bezit is van minstens 75% van het kapitaal waaraan stemrecht is verbonden.

L'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, est applicable à partir du début de la période d'offre ou, si celle-ci est antérieure, à partir de la réception par l'organe d'administration de la société visée de la décision de l'offrant de lancer une offre.

Aux fins de l'obtention de l'autorisation préalable, de l'approbation ou de la confirmation visées à l'alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, l'assemblée générale peut se tenir deux semaines après la convocation.

§ 2. Lorsque des droits sont supprimés sur la base des dispositions statutaires visées au § 1^{er}, 3°, 4° et 5°, une indemnisation équitable est prévue pour toute perte enregistrée par les détenteurs de ces droits.

§ 3. Les décisions prises en application du § 1^{er} doivent être notifiées sans délai à la CBFA et aux autorités de contrôle de tous les États membres dans lesquels les titres de la société sont admis à la négociation sur un marché réglementé, ou dans lesquels une demande à cet effet a été introduite.

Art. 47. La société qui a arrêté des dispositions statutaires en vertu de l'article 46, peut prévoir dans ses statuts que si ses titres font l'objet d'une offre publique lancée par une société qui n'applique pas l'article 9, paragraphes 2 et 3, et/ou l'article 11 de la Directive 2004/25/CE, elle ne sera à son tour pas tenue d'appliquer les dispositions correspondantes. Les actes ou décisions de la société et les dispositions statutaires ou conventionnelles qui prévoient des restrictions au transfert de titres ou au droit de vote, seront dans ce cas régis par les règles prévues par le Code des sociétés ainsi qu'à titre complémentaire par les statuts de la société ou par les accords contractuels concernés.

Ce régime est inscrit dans les statuts moyennant l'autorisation de l'assemblée générale, ladite autorisation devant avoir été reçue au plus tôt dix-huit mois avant la publication de l'avis annonçant l'offre publique.

L'alinéa 1^{er} est également applicable lorsque l'offre publique est lancée par une filiale se trouvant directement ou indirectement sous le contrôle d'une société qui n'applique pas l'article 9, paragraphes 2 et 3, et/ou l'article 11 de la Directive 2004/25/CE.

CHAPITRE II. — *Autres obligations et interdictions*

Art. 48. Est interdite toute communication effectuée sur le territoire belge, à l'attention de 100 personnes physiques ou morales ou plus, autres que des investisseurs qualifiés, tendant à offrir des renseignements ou des conseils ou à susciter des demandes de renseignements ou de conseils relatifs à une offre publique, lorsque cette communication émane de l'offrant, d'une personne agissant de concert avec lui ou d'une personne agissant pour le compte de ces personnes, sauf si :

a) l'offre tombe dans l'une des catégories visées à l'article 6, § 3;

b) l'autorité compétente pour l'approbation du prospectus d'offre publique a préalablement été saisie d'une demande d'approbation et ne s'est pas encore prononcée sur ladite approbation;

c) le prospectus d'offre publique a été dûment approuvé par la CBFA ou par l'autorité compétente d'un autre État membre de l'Espace économique européen.

Est présumée agir pour le compte de l'offrant ou d'une personne agissant de concert avec lui, toute personne qui perçoit directement ou indirectement une rémunération ou un avantage de l'offrant ou d'une personne agissant de concert avec lui, à l'occasion de cette opération.

Art. 49. Si les titres avec droit de vote d'une société sont admis en premier lieu à la négociation simultanément sur les marchés réglementés de plusieurs États membres sans que les titres avec droit de vote ne soient admis à la négociation sur un marché réglementé dans l'État membre où son siège statutaire est situé, la société détermine quelle est l'autorité compétente, parmi celles de ces États membres, pour le contrôle d'une offre, en informant ces marchés réglementés et leurs autorités de contrôle le premier jour de la négociation.

L'alinéa 1^{er} est uniquement applicable dans la mesure où la société a son siège statutaire en Belgique ou est admise à la négociation sur un marché réglementé belge.

La société rend publiques les décisions visées à l'alinéa 1^{er}.

Het eerste lid, 1° en 2°, is toepasselijk vanaf de aanvang van de biedperiode of, indien dit op een vroeger tijdstip plaatsvindt, de ontvangst door het bestuursorgaan van de doelvennootschap van het besluit van de bieder om een bod uit te brengen.

Voor het verkrijgen van de voorafgaande machtiging, goedkeuring of bekrachtiging bedoeld in het eerste lid, 1° of 2°, kan de algemene vergadering binnen twee weken na de oproeping plaats vinden.

§ 2. Wanneer rechten, op grond van de statutaire bepalingen bedoeld in § 1, 3°, 4° en 5°, niet kunnen worden uitgeoefend, wordt een billijke vergoeding voor ieder door de houders van deze rechten geleden verlies verstrekt.

§ 3. De besluiten genomen in toepassing van § 1 dienen onverwijld ter kennis gebracht te worden van de CBFA en van de toezichthouders in alle lidstaten waar de effecten van de vennootschap tot de gereguleerde markt zijn toegelaten, of waar een dergelijke toelating is aangevraagd.

Art. 47. De vennootschap die op grond van artikel 46 statutaire bepalingen heeft vastgesteld, kan in haar statuten bepalen dat indien een openbaar bod op haar effecten wordt uitgebracht door een vennootschap die de leden 2 en 3 van artikel 9 en/of artikel 11 van de Richtlijn 2004/25/EG niet toepast, zij op haar beurt niet gehouden zal zijn de overeenkomstige voorschriften toe te passen. De handelingen of besluiten van de vennootschap en de statutaire of conventionele bepalingen houdende stemrecht- of overdrachtbeperkingen zullen alsdan beheerst worden door de regelen bepaald in het Wetboek van vennootschappen, en aanvullend in de statuten van de vennootschap of in de betrokken overeenkomsten.

Deze regeling wordt in de statuten ingeschreven na goedkeuring door de algemene vergadering die niet eerder mag zijn verleend dan 18 maanden voorafgaand aan de bekendmaking van het openbaar bod.

Het eerste lid geldt eveneens indien het openbaar bod wordt uitgebracht door een dochtervennootschap die rechtstreeks of onrechtstreeks onder de controle valt van een vennootschap die artikel 9, leden 2 en 3, en/of artikel 11 van de Richtlijn 2004/25/EG niet toepast.

HOOFDSTUK II. — *Andere verplichtingen en verbodsbepalingen*

Art. 48. Het is verboden om op het Belgische grondgebied een mededeling te verrichten die gericht is aan 100 natuurlijke of rechtspersonen of meer, die geen gekwalificeerde beleggers zijn, met de bedoeling informatie of raad te verstrekken of de vraag hiernaar uit te lokken in verband met een openbaar bod, wanneer deze mededeling wordt verricht door de bieder, een persoon die met de bieder in onderling overleg handelt of een persoon die handelt voor rekening van deze personen, tenzij :

a) het bod tot een van de in artikel 6, § 3, bedoelde categorieën behoort;

b) bij de autoriteit die bevoegd is om het prospectus inzake het openbaar bod goed te keuren, een voorafgaand verzoek is ingediend tot goedkeuring van het prospectus en deze autoriteit zich hier nog niet over heeft uitgesproken;

c) het prospectus voor een openbaar bod op geldige wijze is goedgekeurd door de CBFA of door de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

Met de persoon die geacht wordt te handelen voor rekening van de bieder of van een met de bieder in onderling overleg handelende persoon, wordt elke persoon bedoeld die voor deze verrichting rechtstreeks of onrechtstreeks een vergoeding of een voordeel ontvangt van de bieder of van een met de bieder in onderling overleg handelende persoon.

Art. 49. Worden de effecten met stemrecht van een vennootschap in meer dan één lidstaat tegelijk voor de eerste maal tot de handel op een gereguleerde markt toegelaten zonder dat de effecten met stemrecht worden toegelaten tot de handel op een gereguleerde markt in de lidstaat van haar statutaire zetel, dan bepaalt de vennootschap welke van de toezichthoudende autoriteiten van deze lidstaten ten aanzien van een bod bevoegd is, door die gereguleerde markten en de desbetreffende toezichthoudende autoriteiten op de eerste handelsdag in kennis te stellen van haar keuze.

Het eerste lid is slechts van toepassing voor zover de vennootschap haar statutaire zetel in België heeft of is toegelaten tot de handel op een Belgische gereguleerde markt.

De vennootschap publiceert de besluiten bedoeld in het eerste lid.

CHAPITRE III. — *Coopération entre autorités*

Art. 50. § 1^{er}. La CBFA coopère avec les autres autorités d'un Etat membre chargées de contrôler les marchés des capitaux, en application notamment de la Directive 93/22/CEE, de la Directive 2001/34/CE, de la Directive 2003/6/CE, de la Directive 2003/71/CE, de la Directive 2004/39/CE et de la Directive 2004/109/CE.

Cette coopération comprend notamment l'échange d'informations dans toute la mesure nécessaire à l'application des règles établies conformément à la Directive 2004/25/CE, la capacité de notifier les actes juridiques nécessaires à l'application des mesures prises par les autorités de contrôle en rapport avec des offres, ainsi que toute autre aide pouvant être raisonnablement demandée par une autorité de contrôle aux fins d'enquêter sur les violations effectives ou prétendues des règles adoptées ou introduites en application de la Directive 2004/25/CE.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, la CBFA peut, dans ce cadre, exiger des parties à l'offre, ainsi que des personnes qui les contrôlent ou sont contrôlées par elles qu'elles fournissent des informations et des documents.

PARTIE III. — DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE I^{er}. — *Transposition des Directives relatives aux marchés d'instruments financiers*

Art. 51. § 1. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la CBFA :

1° prendre les mesures nécessaires à la transposition des dispositions obligatoires découlant de la Directive 2004/39/CE;

2° prendre les mesures nécessaires à la transposition des dispositions obligatoires découlant de la Directive 2006/73 de la Commission portant mesures

d'exécution de la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite Directive;

3° prendre les mesures d'adaptation nécessaires à la suite du règlement 1287/2006 de la Commission portant mesures d'exécution de la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les obligations des entreprises d'investissement en matière d'enregistrement, le compte rendu des transactions, la transparence du marché, l'admission des instruments financiers à la négociation et la définition de termes aux fins de ladite Directive;

4° prendre, en cas d'utilisation de la possibilité prévue à l'article 3 de la Directive 2004/39/CE précitée d'exempter de l'application de la Directive les personnes définies audit article, les mesures nécessaires pour garantir la conformité avec la Directive, telles que la détermination des conditions d'agrément et de la procédure d'agrément, les conditions d'exercice, en ce compris les règles de conduite, les règles en matière d'agrément et de contrôle par la Commission bancaire, financière et des assurances, et les règles en matière de sanction en cas de non-respect des dispositions par les personnes ainsi exemptées, en ce compris les obligations et interdictions dans le chef des dirigeants ou des actionnaires disposant d'une participation qualifiée;

5° prendre les mesures nécessaires pour garantir la conformité avec la Directive d'exécution précitée, en cas d'utilisation de la possibilité prévue à l'article 4 de la Directive d'exécution de maintenir, dans les matières couvertes par la Directive d'exécution précitée, certaines exigences existantes à l'égard des entreprises d'investissement qui vont plus loin que la Directive;

6° déterminer, conformément à l'article 23 de la Directive précitée, les obligations incombant aux entreprises d'investissement qui font appel à des agents liés, ainsi qu'aux agents liés mêmes;

7° reconnaître, conformément à l'article 24, paragraphes 3 et 4, de la Directive précitée, des entreprises et autres entités comme contreparties éligibles.

§ 2. Les arrêtés pris en vertu du présent article peuvent modifier, compléter, remplacer, abroger ou coordonner les dispositions législatives existantes, en ce compris la détermination des mesures, sanctions administratives et peines applicables en cas de non-respect des règles.

L'habilitation octroyée au Roi par le présent article, à l'exception du pouvoir de coordination, expire dix-huit mois après l'entrée en vigueur de la Directive d'exécution précitée.

HOOFDSTUK III. — *Samenwerking tussen autoriteiten*

Art. 50. § 1. De CBFA werkt samen met de andere autoriteiten uit een lidstaat die toezicht houden op kapitaalmarkten, in het bijzonder overeenkomstig Richtlijn 93/22/EEG, Richtlijn 2001/34/EG, Richtlijn 2003/6/EG, Richtlijn 2003/71/EG, Richtlijn 2004/39/EG en Richtlijn 2004/109/EG.

Deze samenwerking behelst inzonderheid de uitwisseling van gegevens telkens wanneer dat voor de toepassing van de overeenkomstige Richtlijn 2004/25/EG vastgestelde voorschriften noodzakelijk is, het officieel doen toekomen van juridische documenten die nodig zijn voor de ten uitvoerlegging van maatregelen van de toezichthoudende autoriteiten met betrekking tot biedingen en bijstand waarom een toezichthoudende autoriteit redelijkerwijze verzoekt ten behoeve van een onderzoek naar werkelijke of vermeende inbreuken op de ter uitvoering van de Richtlijn 2004/25/EG vastgestelde of ingevoerde voorschriften.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 kan de CBFA in dit kader de partijen bij een bod, alsook de personen onder wier controle zij staan of over wie zij controle uitoefenen, verplichten informatie en documenten te verstrekken.

DEEL III. — DIVERSE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — *Omzetting van richtlijnen betreffende markten voor financiële instrumenten*

Art. 51. § 1. De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op advies van de CBFA :

1° de nodige maatregelen treffen ter omzetting van de dwingende bepalingen die voortvloeien uit de Richtlijn 2004/39/EG;

2° de nodige maatregelen treffen ter omzetting van de dwingende bepalingen die voortvloeien uit de Richtlijn 2006/73 van de Commissie tot uitvoering van

richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de door beleggingsondernemingen in acht te nemen organisatorische eisen en voorwaarden voor de bedrijfsuitoefening en wat betreft de definitie van begrippen voor de toepassing van genoemde richtlijn;

3° de aanpassingsmaatregelen treffen nodig ingevolge de verordening 1287/2006 van de Commissie tot uitvoering van Richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de voor beleggingsondernemingen geldende verplichtingen betreffende het bijhouden van gegevens, het melden van transacties, de markttransparantie, de toelating van financiële instrumenten tot de handel en de definitie van begrippen voor de toepassing van genoemde richtlijn betreft;

4° in geval van gebruik van de in artikel 3 van de voornoemde Richtlijn 2004/39/EG bepaalde mogelijkheid tot vrijstelling van de toepassing van de richtlijn van de in dat artikel gedefinieerde personen, de maatregelen nemen nodig om de conformiteit met de richtlijn te waarborgen, zoals onder meer het regelen van de vergunningsvoorwaarden en -procedure, de bedrijfsuitoefeningsvoorwaarden met inbegrip van de gedragsregels, de regels inzake vergunning en toezicht door de Commissie voor het Bank-, Financie-, en Assurantiewezen en de handhavingregels voor de aldus vrijgestelde personen, met inbegrip van de verplichtingen en verbodsbepalingen in hoofde van hun leiders of aandeelhouders met een gekwalificeerde deelneming;

5° de maatregelen nemen nodig om de conformiteit met de voornoemde uitvoeringsrichtlijn te waarborgen, ingeval van gebruik van de in artikel 4 van de uitvoeringsrichtlijn bepaalde mogelijkheid tot behoud, in de door de voornoemde uitvoeringsrichtlijn bestreken materies, van bestaande vereisten voor beleggingsondernemingen die verdergaan dan de richtlijn;

6° conform artikel 23 van de voornoemde richtlijn, de verplichtingen regelen van beleggingsondernemingen die verbonden agenten aanwijken, alsook van de verbonden agenten;

7° conform artikel 24, derde en vierde lid, van de voornoemde richtlijn, ondernemingen en andere entiteiten als in aanmerking komende tegenpartijen erkennen.

§ 2. De krachtens dit artikel genomen besluiten kunnen de geldende wettelijke bepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen, opheffen of coördineren, met inbegrip van het bepalen van de toepasselijke maatregelen, administratieve sancties en straffen bij niet-naleving van de regels.

De machtiging aan de Koning verleend in dit artikel, behoudens de machtiging tot coördinatie, vervalt achttien maanden na de inwerking-treding van de voornoemde uitvoeringsrichtlijn.

Les arrêtés pris en vertu du présent article sont abrogés de plein droit s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les vingt-quatre mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — *Lutte contre la criminalité financière*

Art. 52. L'arrêté royal du 24 août 2005 modifiant, en ce qui concerne les dispositions en matière d'abus de marché, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 53. L'article 49 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, la loi du 19 novembre 2004 et la loi du 14 février 2005, est complété par un § 9, rédigé comme suit :

« § 9. Dans les matières visées aux articles 25, 39 et 40, le comité de direction désigne, pour une période de six mois, un de ses membres aux fins de prendre les décisions d'application de l'article 70, § 1^{er}. Le membre concerné ne participe pas aux délibérations du comité de direction portant sur l'imposition éventuelle d'une sanction administrative pour la pratique concernée. ».

Art. 54. § 1. Dans l'intitulé de la section 5 du chapitre III de la même loi, les mots « de sanctions administratives » sont remplacés par les mots « d'amendes administratives et d'astreintes ».

§ 2. À l'article 70, § 1^{er}, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « une sanction administrative » sont remplacés par les mots « l'imposition d'une amende administrative ou d'une astreinte »;

2° les mots « , sauf dans les cas prévus à l'article 49, § 9, » sont insérés entre les mots « direction » et « charge ».

Art. 55. L'article 71 de la même loi est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. L'auditeur peut proposer un règlement transactionnel lorsque les faits ne sont pas contestés. En cas d'accord de l'auteur de la pratique sur la proposition de règlement transactionnel, celle-ci est soumise au comité de direction.

Si le comité de direction accepte le règlement transactionnel, la décision est notifiée par lettre recommandée à l'auteur de la pratique. Si le comité de direction refuse le règlement transactionnel, il transmet le dossier aux autorités judiciaires. La personne qui fait l'objet du règlement transactionnel peut demander d'être entendue par le comité de direction. Les règlements transactionnels ne sont pas susceptibles de recours. Leur montant est recouvré au profit du Trésor par l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines. ».

Art. 56. A l'article 72 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1, 1°, les mots « prononcer une des sanctions administratives » sont remplacés par les mots « infliger une amende administrative ou une astreinte selon les modalités »;

2° au § 1, 2°, les mots « sanction administrative » sont remplacés par les mots « amende administrative ou à une astreinte »;

3° au § 1^{er}, le 3° est supprimé;

4° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les décisions prises par le comité de direction en application du § 1^{er}, 1°, ainsi que les règlements transactionnels visés à l'article 71, § 3, sont publiés sur le site web de la CBFA. Dans sa décision, le comité de direction peut stipuler que celle-ci sera publiée sous une forme sommaire ou agrégée, de manière anonyme ou non. ».

Art. 57. A l'article 73 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et devenue définitive » sont remplacés par les mots « et tout règlement transactionnel conclu par la CBFA avec une personne, qui sont devenus définitifs »;

2° les mots « s'impute » sont remplacés par les mots « s'imputent ».

De krachtens dit artikel genomen besluiten zijn van rechtswege opgeheven indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd binnen vierentwintig maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK II. — *Strijd tegen financiële criminaliteit*

Art. 52. Het koninklijk besluit van 24 augustus 2005 tot wijziging, wat de bepalingen inzake marktmisbruik betreft, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 53. Artikel 49 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, de wet van 19 november 2004 en de wet van 14 februari 2005, wordt aangevuld met een § 9, luidende :

« § 9. In materies met betrekking tot de artikelen 25, 39 en 40 duidt het directiecomité een van zijn leden aan voor een periode van zes maanden om de beslissingen op grond van artikel 70, § 1, te nemen. Het betrokken lid neemt geen deel aan de beraadslagingen van het directiecomité over de eventuele oplegging van een administratieve sanctie voor de betrokken praktijk. ».

Art. 54. § 1. In het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk III van dezelfde wet worden de woorden « administratieve sancties » vervangen door de woorden « administratieve geldboetes en dwangsommen ».

§ 2. In artikel 70, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° de woorden « een administratieve sanctie » worden vervangen door de woorden « de oplegging van een administratieve geldboete of een dwangsom »;

2° de woorden « , behalve in de gevallen bedoeld in artikel 49, § 9, » worden ingevoegd tussen de woorden « directiecomité » en « de ».

Art. 55. Artikel 71 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. De auditeur kan een minnelijke schikking voorstellen wanneer de feiten niet betwist zijn. Als de dader van de praktijk het voorstel tot minnelijke schikking aanvaardt, wordt dit voorgelegd aan het directiecomité.

Wanneer het directiecomité de minnelijke schikking aanvaardt, wordt deze beslissing per aangetekende brief betekend aan de dader van de praktijk. Als het directiecomité niet instemt met de minnelijke schikking, stuurt het directiecomité het dossier door naar de gerechtelijke overheden. De persoon die het voorwerp uitmaakt van een minnelijke schikking kan vragen om gehoord te worden door het directiecomité. Tegen minnelijke schikkingen kan geen beroep worden aangetekend. Geldbedragen die in het kader van minnelijke schikkingen moeten worden betaald, worden ten voordele van de Schatkist geïnd door de administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen. ».

Art. 56. In artikel 72 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden de woorden « één van de administratieve sancties uitspreken bepaald in » vervangen door de woorden « een administratieve geldboete of een dwangsom opleggen volgens de modaliteiten van »;

2° in § 1, 2°, wordt het woord « sanctie » vervangen door de woorden « geldboete of dwangsom »;

3° in § 1 wordt de bepaling onder 3° geschrapt;

4° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De beslissingen die het directiecomité op grond van § 1, 1°, neemt, alsmede de minnelijke schikkingen bedoeld in artikel 71, § 3, worden bekendgemaakt op de website van de CBFA. In zijn beslissing kan het directiecomité bepalen dat deze in beknopte of samengevoegde vorm, al dan niet geanonimiseerd, zal worden bekendgemaakt. ».

Art. 57. In artikel 73 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « en die definitief is » worden vervangen door de woorden « en elke minnelijke schikking die de CBFA met een persoon heeft afgesloten, die definitief zijn »;

2° de woorden « wordt aangerekend » worden vervangen door de woorden « worden aangerekend ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives, transitaires et abrogatoires*

Art. 58. Si, à la date du 20 mai 2006, les titres avec droit de vote d'une société avaient déjà été admis à la négociation sur les marchés réglementés de plusieurs Etats membres sans que les titres avec droit de vote n'aient été admis à la négociation sur un marché réglementé dans l'Etat membre où son siège statutaire est situé, et y ont été admis simultanément, la société détermine sans délai l'autorité de contrôle qui sera l'autorité compétente.

L'article 49, alinéas 2 et 3, est applicable.

Art. 59. A l'article 438 du Code des sociétés sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Une société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne au sens de l'alinéa 1^{er} est tenue d'indiquer cette qualité dans ses statuts et, le cas échéant, d'adapter ceux-ci pour les mettre en conformité avec les dispositions applicables à de telles sociétés. L'acte de modification des statuts contient les éléments attestant que la société a acquis cette qualité. L'acte fait l'objet d'un dépôt et d'une publication conformément à l'article 74.

La qualité mentionnée à l'alinéa 1^{er} est maintenue jusqu'à l'issue de l'offre de reprise visée à l'article 513 ou jusqu'au moment où le conseil d'administration a constaté dans un acte authentique qu'il ressort des documents justificatifs présentés que les titres émis par la société ne sont plus répandus dans le public et que la société a, par conséquent, perdu la qualité visée à l'alinéa 1^{er}. L'acte fait l'objet d'un dépôt et d'une publication comme indiqué à l'alinéa 2. Les statuts doivent être adaptés en conséquence. »

2° les alinéas 4 et 5 sont abrogés.

Art. 60. À l'article 513 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Une personne physique ou morale, ou plusieurs personnes physiques ou morales qui agissent de concert et qui détiennent, conjointement avec la société, 95% des titres conférant le droit de vote d'une société anonyme ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, peuvent acquérir, à la suite d'une offre publique de reprise, la totalité des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote. »

2° Le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Par personnes agissant de concert, il faut entendre :

a) les personnes physiques ou morales qui agissent de concert au sens de l'article 3, § 1^{er}, 5°, a), de la loi du ... relative aux offres publiques d'acquisition;

b) les personnes physiques ou morales qui ont conclu un accord portant sur l'exercice concerté de leurs droits de vote, en vue de mener une politique commune durable vis-à-vis de la société concernée;

c) les personnes physiques ou morales qui ont conclu un accord relatif à la possession, l'acquisition ou la cession de titres conférant le droit de vote. »

3° Au § 3, les mots « visée au § 2 » sont insérés entre les mots « l'offre de reprise » et « , et notamment ».

Art. 61. Le Roi :

1° détermine les conditions auxquelles une opération visée à l'article 438, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés revêt un caractère public, la faculté Lui étant également réservée de déclarer ces conditions applicables aux sociétés qui faisaient ou avaient déjà fait précédemment un appel public à l'épargne;

2° détermine le moment à partir duquel les titres d'une société sont considérés comme n'étant plus répandus dans le public pour l'application de l'article 438, alinéa 3, du Code des sociétés;

3° peut prévoir et fixer les modalités d'un régime transitoire en vertu duquel une société qui, compte tenu des conditions déterminées en application du 1°, n'est plus considérée comme une société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne, peut choisir de conserver cette qualité pendant une période limitée.

Art. 62. A l'article 11, § 6, de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, inséré par la loi du 20 juin 2005, les mots « , à l'exception des

HOOFDSTUK III. — *Wijzigings-, overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 58. Indien de effecten met stemrecht van een vennootschap op 20 mei 2006 reeds in meer dan één lidstaat tot de handel op een gereglementeerde markt waren toegelaten zonder dat de effecten met stemrecht werden toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt in de lidstaat van haar statutaire zetel, en die toelatingen gelijktijdig zijn verkregen, wijst de vennootschap onverwijld de bevoegde toezichthoudende autoriteit aan.

Artikel 49, tweede en derde lid, is toepasselijk.

Art. 59. In artikel 438 van het Wetboek van vennootschappen worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede en derde lid worden vervangen als volgt :

« Een naamloze vennootschap die een openbaar beroep op het spaarwezen doet of gedaan heeft in de zin van het eerste lid, moet in haar statuten deze hoedanigheid vermelden en, zo nodig, haar statuten aanpassen aan de voor dergelijke vennootschappen geldende bepalingen. De akte van statutenwijziging bevat de elementen waaruit blijkt dat zij deze hoedanigheid heeft verworven. De akte wordt neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig artikel 74.

De hoedanigheid vermeld in het eerste lid blijft behouden tot de afloop van het bij artikel 513 bedoelde uitkoopbod, of tot het tijdstip dat de raad van bestuur in een authentieke akte heeft vastgesteld dat uit de voorgelegde stavingstukken blijkt dat de door de vennootschap uitgegeven effecten niet meer verspreid zijn onder het publiek, en bijgevolg dat de vennootschap de in het eerste lid bedoelde hoedanigheid heeft verloren. De akte wordt neergelegd en bekendgemaakt zoals in het tweede lid gesteld. De statuten dienen dientengevolge aangepast te worden. »

2° het vierde en vijfde lid worden opgeheven.

Art. 60. In artikel 513 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Een natuurlijke persoon of rechtspersoon dan wel verschillende natuurlijke personen of rechtspersonen die in onderling overleg handelen, en die, samen met de vennootschap, in het bezit zijn van 95% van de effecten met stemrecht van een naamloze vennootschap die een openbaar beroep op het spaarwezen doet of heeft gedaan, kunnen door middel van een openbaar bod tot uitkoop het geheel van de effecten met stemrecht of die toegang geven tot stemrecht verwerven. »

2° Paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Onder personen die in onderling overleg handelen wordt verstaan :

a) de natuurlijke personen of rechtspersonen die in onderling overleg handelen in de zin van artikel 3, § 1, 5°, a), van de wet van ... op de openbare overnameaanbiedingen;

b) de natuurlijke personen of rechtspersonen die een akkoord hebben gesloten aangaande de onderling afgestemde uitoefening van hun stemrechten, om een duurzaam gemeenschappelijk beleid ten aanzien van de betrokken vennootschap te voeren;

c) de natuurlijke personen of rechtspersonen die een akkoord hebben gesloten aangaande het bezit, de verwerving of de overdracht van stemrechtverlenende effecten. »

3° In § 3 worden de woorden « in § 2 bedoelde » ingevoegd tussen de woorden « kan het » en het woord « uitkoopbod ».

Art. 61. De Koning :

1° bepaalt onder welke voorwaarden een in artikel 438, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen bedoelde verrichting openbaar is, waarbij Hij deze voorwaarden van toepassing kan verklaren op de vennootschappen die voordien reeds een openbaar beroep deden of gedaan hebben op het spaarwezen;

2° bepaalt vanaf welk ogenblik de effecten van een vennootschap worden geacht niet meer onder het publiek verspreid te zijn voor de toepassing van artikel 438, derde lid, van het Wetboek van vennootschappen;

3° kan voorzien in en de modaliteiten bepalen van een overgangsregeling krachtens welke een vennootschap, die rekening houdend met de voorwaarden vastgesteld op basis van de bepaling onder 1°, niet meer als een vennootschap die een openbaar beroep op het spaarwezen doet of heeft gedaan kwalificeert, ervoor kan opteren om deze hoedanigheid voor een beperkte periode te behouden.

Art. 62. In artikel 11, § 6 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, ingevoegd bij de wet van 20 juni 2005, worden de woorden « , met

articles 184, § 1^{er}, alinéas 2 et 5, et § 2, 189bis, 190, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, et 195bis, » sont insérés entre les mots « du livre IV, titre IX » et « ou du livre XI du Code des sociétés ».

Art. 63. A l'article 15, § 6, de la même loi, les mots « 184, § 1^{er}, alinéas 2 et 5, et § 2, 189bis, 190, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, 195bis, alinéa 1^{er}, 3^o, 196, alinéa 1^{er}, 5^o, » sont insérés entre les mots « 141, » et « 439 ».

Art. 64. A l'article 16, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « , à l'exception des articles 184, § 1^{er}, alinéas 2 et 5, et § 2, 189bis, 190, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, et 195bis, » sont insérés entre les mots « du Livre IV, Titre IX » et « ou du Livre XI du Code des sociétés ».

Art. 65. L'article 18 de la même loi est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration d'un fonds commun de placement à nombre fixe de parts, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie. »

Art. 66. L'article 23 de la même loi est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration d'un fonds commun de placement en créances, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie. »

Art. 67. L'article 98 de la même loi, modifié par la loi du 20 juin 2005, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration d'un fonds commun de placement à nombre variable de parts institutionnel, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie. »

Art. 68. A l'article 99 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les articles 14, alinéa 1^{er}, 15, §§ 1^{er}, 3 à 5, et 16, §§ 1^{er}, 2 et 4, sont applicables à la société d'investissement à nombre variable de parts institutionnelle.

Les articles 78, 79, alinéa 1^{er}, 141, 439, 440 à 443, 445 à 448, 453, alinéa 1^{er}, 1^o, 458, 460, alinéa 1^{er}, 463, alinéa 3, 465, alinéa 3, 466, alinéa 4, 476, 477, 479, 483, 484, 505, 506, 508, 509, 542, 557, 559, 560, 581, 582 à 590, 592 à 607, 612 à 617 et 619 à 628, du Code des sociétés ne sont pas applicables.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 560 du Code des sociétés est applicable dans le cas visé à l'article 8, § 2, 2^o. »

b) il est ajouté un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration de compartiments d'une société d'investissement à nombre variable de parts institutionnelle, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie aux compartiments.

Chaque compartiment d'une société d'investissement à nombre variable de parts institutionnelle est liquidé séparément, sans donner lieu à la liquidation d'un autre compartiment. Seule la liquidation du dernier compartiment entraîne la liquidation de la société d'investissement. »

Art. 69. L'article 101 de la même loi est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration d'un fonds commun de placement à nombre fixe de parts institutionnel, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie. »

Art. 70. L'article 105 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration d'un fonds commun de placement en créances institutionnel, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie. »

uitzondering van de artikelen 184, § 1, tweede en vijfde lid, en § 2, 189bis, 190, § 1, derde en vierde lid, en 195bis, » ingevoegd tussen de woorden « van boek IV, titel IX » en « of boek XI van het Wetboek van vennootschappen ».

Art. 63. In artikel 15, § 6, van dezelfde wet worden de woorden « 184, § 1, tweede en vijfde lid, en § 2, 189bis, 190, § 1, derde en vierde lid, 195bis, eerste lid, 3^o, 196, eerste lid, 5^o, » ingevoegd tussen het cijfer « 141, » en het cijfer « 439 ».

Art. 64. In artikel 16, § 3, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « , met uitzondering van de artikelen 184, § 1, tweede en vijfde lid, en § 2, 189bis, 190, § 1, derde en vierde lid, en 195bis, » ingevoegd tussen de woorden « van Boek IV, Titel IX » en « of Boek XI van het Wetboek van vennootschappen ».

Art. 65. Artikel 18 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van een gemeenschappelijk beleggingsfonds met een vast aantal rechten van deelneming zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen van overeenkomstige toepassing. »

Art. 66. Artikel 23 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van een gemeenschappelijk fonds voor belegging in schuldvorderingen zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen van overeenkomstige toepassing. »

Art. 67. Artikel 98 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juni 2005, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van een institutioneel gemeenschappelijk beleggingsfonds met een veranderlijk aantal rechten van deelneming zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen van overeenkomstige toepassing. »

Art. 68. In artikel 99 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Artikel 14, eerste lid, artikel 15, § 1 en § 3 tot en met § 5 en artikel 16, §§ 1, 2 en 4, zijn van toepassing op de institutionele beleggingsvennootschap met een veranderlijk aantal rechten van deelneming.

De artikelen 78, 79, eerste lid, 141, 439, 440 tot 443, 445 tot 448, 453, eerste lid, 1^o, 458, 460, eerste lid, 463, derde lid, 465, derde lid, 466, vierde lid, 476, 477, 479, 483, 484, 505, 506, 508, 509, 542, 557, 559, 560, 581, 582 tot 590, 592 tot 607, 612 tot 617 en 619 tot 628, van het Wetboek van vennootschappen zijn niet van toepassing.

In afwijking van het voorgaande lid is artikel 560 van het Wetboek van vennootschappen van toepassing in het in artikel 8, § 2, 2^o, bedoelde geval. »

b) er wordt een § 5 ingevoegd, luidende :

« § 5. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van compartimenten van een institutionele beleggingsvennootschap met een veranderlijk aantal rechten van deelneming zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen naar analogie van toepassing op de compartimenten.

Elk compartiment van een institutionele beleggingsvennootschap met een veranderlijk aantal rechten van deelneming wordt afzonderlijk vereffend, zonder dat een dergelijke vereffening leidt tot de vereffening van een ander compartiment. Enkel de vereffening van het laatste compartiment leidt tot de vereffening van de beleggingsvennootschap. »

Art. 69. Artikel 101 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van een institutioneel gemeenschappelijk beleggingsfonds met een vast aantal rechten van deelneming zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen van overeenkomstige toepassing. »

Art. 70. Artikel 105 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van een institutioneel gemeenschappelijk fonds voor belegging in schuldvorderingen zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen van overeenkomstige toepassing. »

Art. 71. L'article 114 de la même loi, modifié par la loi du 20 juin 2005, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration d'un fonds commun de placement à nombre variable de parts privé, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie. »

Art. 72. A l'article 115 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les articles 14, alinéa 1^{er}, 15, §§ 1^{er}, 3 à 5, et 16, §§ 1^{er}, 2 et 4, sont applicables à la société d'investissement à nombre variable de parts privée.

Les articles 78, 79, alinéa 1^{er}, 141, 439, 440 à 443, 445 à 448, 453, alinéa 1^{er}, 1°, 458, 460, alinéa 1^{er}, 463, alinéa 3, 465, alinéa 3, 466, alinéa 4, 476, 477, 479, 483, 484, 505, 506, 508, 509, 542, 557, 559, 560, 581, 582 à 590, 592 à 607, 612 à 617 et 619 à 628, du Code des sociétés ne sont pas applicables.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 560 du Code des sociétés est applicable dans le cas visé à l'article 8, § 2, 2°.

b) il est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration de compartiments d'une société d'investissement à nombre variable de parts privée, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie aux compartiments.

Chaque compartiment d'une société d'investissement à nombre variable de parts privée est liquidé séparément, sans donner lieu à la liquidation d'un autre compartiment. Seule la liquidation du dernier compartiment entraîne la liquidation de la société d'investissement. »

Art. 73. L'article 117 de la même loi est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de dissolution, de liquidation ou de restructuration d'un fonds commun de placement à nombre fixe de parts privé, les dispositions du livre IV, titre IX ou du livre XI du Code des sociétés sont applicables par analogie. »

Art. 74. § 1^{er}. Les personnes physiques ou morales qui, à la date d'entrée en vigueur de l'article 5 détiennent, soit seules soit de concert, plus de 30% des titres avec droit de vote d'une société visée audit article ou désignée en vertu de cet article, ne sont pas soumises à l'obligation de lancer une offre, telle qu'instaurée conformément aux articles 5 et 8, à condition :

1° que la notification visée au § 6 et la communication visée au § 7 aient été opérées de manière régulière et dans le délai prévu;

2° que, dans le cas où la notification a été opérée par une société, par une personne morale autre qu'une société ou par une construction similaire, l'identité de la personne physique ou morale détenant le contrôle de cette société, personne morale ou construction, ait été notifiée et communiquée conformément aux §§ 6 et 7.

§ 2. Si les personnes visées au § 5 acquièrent des titres supplémentaires avec droit de vote de la société concernée, cette acquisition n'emporte dès lors pas l'obligation de lancer une offre, pour autant que les dispositions des §§ 6 à 8 soient respectées.

N'emporte dès lors pas non plus l'obligation de lancer une offre, l'acquisition de titres avec droit de vote d'une société visée à ou désignée en vertu de l'article 5, par des tiers auxquels ne s'applique pas la dispense visée au § 1^{er} et qui agissent de concert avec une ou plusieurs personnes visées au § 5, pour autant que les personnes visées au § 5 aient respecté les dispositions des §§ 6 à 8 et qu'elles continuent à détenir plus de 30% des titres avec droit de vote de la société concernée.

§ 3. Dans le cas d'une personne ayant procédé seule à la notification visée au § 6, la dispense n'est plus applicable dès le moment où cette personne cesse de détenir elle-même ou à la suite de l'intervention de personnes qui lui sont liées, plus de 30% des titres avec droit de vote de la société concernée.

Lorsque des personnes visées au § 5, 3° ou 4°, ont acquis des titres notifiés d'une personne ayant procédé seule à la notification visée au § 6, la dispense n'est plus applicable dès le moment où elles cessent de détenir, le cas échéant avec cette dernière personne ou à la suite de l'intervention de personnes qui lui sont liées plus de 30% des titres avec droit de vote de la société concernée.

Art. 71. Artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juni 2005, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van een privaats gemeenschappelijk beleggingsfonds met een veranderlijk aantal rechten van deelneming zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen van overeenkomstige toepassing. »

Art. 72. In artikel 115 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Artikel 14, eerste lid, artikel 15, § 1 en § 3 tot en met § 5 en artikel 16, §§ 1, 2 en 4, zijn van toepassing op de private beleggingsvennootschap met een veranderlijk aantal rechten van deelneming.

De artikelen 78, 79, eerste lid, 141, 439, 440 tot 443, 445 tot 448, 453, eerste lid, 1°, 458, 460, eerste lid, 463, derde lid, 465, derde lid, 466, vierde lid, 476, 477, 479, 483, 484, 505, 506, 508, 509, 542, 557, 559, 560, 581, 582 tot 590, 592 tot 607, 612 tot 617 en 619 tot 628, van het Wetboek van vennootschappen zijn niet van toepassing.

In afwijking van het voorgaande lid is artikel 560 van het Wetboek van vennootschappen van toepassing in het in artikel 8, § 2, 2°, bedoelde geval. »

b) er wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van compartimenten van een private beleggingsvennootschap met een veranderlijk aantal rechten van deelneming zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen naar analogie van toepassing op de compartimenten.

Elk compartiment van een private beleggingsvennootschap met een veranderlijk aantal rechten van deelneming wordt afzonderlijk vereffend, zonder dat een dergelijke vereffening leidt tot de vereffening van een ander compartiment. Enkel de vereffening van het laatste compartiment leidt tot de vereffening van de beleggingsvennootschap. »

Art. 73. Artikel 117 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. In geval van ontbinding, vereffening of herstructurering van een privaats gemeenschappelijk beleggingsfonds met een vast aantal rechten van deelneming zijn de bepalingen van boek IV, titel IX of boek XI van het Wetboek van vennootschappen van overeenkomstige toepassing. »

Art. 74. § 1. De natuurlijke personen of de rechtspersonen die, hetzij alleen, hetzij in onderling overleg, op de datum van inwerkingtreding van artikel 5, meer dan 30% van de effecten met stemrecht houden in een vennootschap bedoeld in of aangeduid krachtens hetzelfde artikel, zijn niet onderworpen aan de biedplicht, die overeenkomstig de artikelen 5 en 8 wordt ingesteld, op voorwaarde dat :

1° de aanmelding bedoeld in § 6, evenals de mededeling bedoeld in § 7, regelmatig en tijdig zijn gebeurd;

2° indien de aanmelding is gebeurd door een vennootschap, een andere rechtspersoon dan een vennootschap of een gelijkaardige constructie, de identiteit van de controlerende natuurlijke persoon of rechtspersoon van deze vennootschap, rechtspersoon of constructie, overeenkomstig de §§ 6 en 7 is aangemeld en meegedeeld.

§ 2. Indien de in § 5 bedoelde personen bijkomende effecten met stemrecht verwerven in de betrokken vennootschap, zal deze verwerving, mits naleving van de bepalingen van de §§ 6 tot 8, aldus geen aanleiding geven tot biedplicht.

Geeft aldus evenmin aanleiding tot biedplicht, een verwerving van effecten met stemrecht van een vennootschap bedoeld in of aangeduid krachtens artikel 5, door derden, voor wie de vrijstelling bedoeld in § 1 niet geldt en die in onderling overleg handelen met één of meer personen bedoeld in § 5, voor zover de personen bedoeld in § 5, de bepalingen van de §§ 6 tot 8 hebben nageleefd en meer dan 30% van de effecten met stemrecht van de betrokken vennootschap blijven houden.

§ 3. Ten aanzien van een persoon die alleen een aanmelding als bedoeld in § 6 heeft verricht, vervalt de vrijstelling van zodra hij zelf of met tussenkomst van met hem verbonden personen, niet langer meer dan 30% van de effecten met stemrecht houdt.

Wanneer personen als bedoeld in § 5, 3° of 4°, aangemelde effecten hebben verworven van een persoon die alleen een aanmelding als bedoeld in § 6 heeft verricht, vervalt de vrijstelling van zodra zij, in voorkomend geval samen met deze laatste persoon of met tussenkomst van met hem verbonden personen, niet langer meer dan 30% van de effecten met stemrecht houden.

Dans le cas de personnes agissant de concert, la dispense n'est plus applicable dès le moment où ces personnes cessent de détenir conjointement ou à la suite de l'intervention de personnes qui leur sont liées, plus de 30% des titres avec droit de vote de la société concernée.

La dispense dans le chef de l'une des personnes concernées par l'action de concert n'est plus applicable dès le moment où cette personne dépasse, seule ou à la suite de l'intervention de personnes qui lui sont liées, le seuil de 30% des titres avec droit de vote à la suite d'une acquisition de titres.

La dispense de l'obligation de lancer une offre est cependant maintenue si le seuil est franchi à la hausse après avoir été franchi de 2 % maximum à la baisse, pour autant que ce franchissement à la hausse remédie au franchissement à la baisse dans une période de 12 mois.

§ 4. Lorsque les titres avec droit de vote de la société concernée sont détenus par une société ou par une personne morale autre qu'une société, la dispense n'est plus applicable dès le moment où le contrôle de cette dernière société ou de cette personne morale est cédé.

Lorsque les titres avec droit de vote de la société concernée sont détenus par une construction similaire au sens du § 9, alinéa 2, la dispense n'est plus applicable dès le moment où la majorité des droits des personnes détenant le contrôle au sens du § 9, alinéa 2, cesse d'être détenue par les personnes visées au § 5.

§ 5. La dispense de l'obligation de lancer une offre prévue au § 1^{er} bénéficie aux personnes suivantes :

1° les personnes physiques ou morales qui, à la date d'entrée en vigueur de l'article 5, détiennent, soit seules soit de concert, plus de 30 % des titres avec droit de vote d'une société visée audit article ou désignée en vertu de cet article;

2° dans le cas où les titres avec droit de vote de la société concernée sont détenus par une société, par une personne morale autre qu'une société ou par une construction similaire, les personnes physiques ou morales détenant le contrôle de ces entités;

3° le conjoint, les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré d'une personne physique visée au 1° ou 2° qui, à la suite d'une cession entre vifs ou à cause de mort, acquièrent des titres avec droit de vote qui ont fait l'objet d'une notification en application du § 6 et qui restent, le cas échéant, soumis à une action de concert notifiée;

4° les sociétés dont les titres avec droit de vote sont détenus à concurrence de 95% au moins par les personnes visées aux 1° à 3°, ainsi qu'aux autres personnes morales ou constructions dont le contrôle est exercé par les personnes visées aux 1° à 3°, et qui acquièrent des titres avec droit de vote qui ont fait l'objet d'une notification en application du § 6 et qui restent, le cas échéant, soumis à une action de concert notifiée.

§ 6. Dans les 120 jours ouvrables suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 5, les personnes visées au § 5, 1° et 2°, adressent une notification à la CBFA, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La notification mentionne l'identité de chaque détenteur de titres, le fait qu'il agit ou non de concert et les parties concernées par l'action de concert, l'importance de sa participation et, le cas échéant, les personnes physiques ou morales détenant le contrôle. Dans le cas de personnes agissant de concert, la notification adressée à la CBFA est accompagnée d'une communication des modalités de l'accord d'action de concert.

§ 7. Dans les 120 jours ouvrables suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 5, les personnes visées au § 5, 1° et 2°, adressent une communication à la société concernée, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette communication mentionne l'identité de chaque détenteur de titres, le fait qu'il agit ou non de concert et les parties concernées par l'action de concert, l'importance de sa participation et, le cas échéant, les personnes physiques ou morales détenant le contrôle; cependant, cette communication ne doit pas faire mention du nom des personnes physiques et des personnes physiques détenant le contrôle visées au § 5, 2°, qui détiennent directement ou indirectement dans la société concernée un intérêt représentant moins de 3 % des titres avec droit de vote de cette société.

Cette communication fait l'objet d'une publication par la société concernée; elle est publiée dans le rapport annuel de la société en question, aussi longtemps qu'elle demeure pertinente.

§ 8. Toute cession de titres avec droit de vote de la société concernée ou toute modification de la participation détenue par la personne physique ou morale détenant le contrôle dans une société, une personne morale autre qu'une société ou une construction similaire qui détient des titres dans la société concernée, est notifiée annuellement à la CBFA à compter de la date d'entrée en vigueur de l'article 5. Elle est

In het geval van in onderling overleg handelende personen vervalt de vrijstelling van zodra zij samen of met tussenkomst van verbonden personen, niet langer meer dan 30% van de effecten met stemrecht van de betrokken vennootschap houden.

De vrijstelling vervalt in hoofde van een van de bij het onderling overleg betrokken personen van zodra hij, alleen of met tussenkomst van met hem verbonden personen, de drempel van 30% van de effecten met stemrecht overschrijdt ten gevolge van een effectenverwerving.

De vrijstelling van de biedplicht blijft evenwel behouden indien de drempel wordt overschreden nadat hij werd onderschreden met maximaal 2 %, voor zover deze overschrijding de onderschrijding binnen een periode van 12 maanden ongedaan maakt.

§ 4. Wanneer de effecten met stemrecht in de betrokken vennootschap worden gehouden door een vennootschap of rechtspersoon andere dan een vennootschap, vervalt de vrijstelling van zodra de controle over deze laatste vennootschap of rechtspersoon wordt overgedragen.

Wanneer de effecten met stemrecht in de betrokken vennootschap worden gehouden door een gelijkaardige constructie in de zin van § 9, tweede lid, vervalt de vrijstelling van zodra de meerderheid van de rechten van de controlerende personen, in de zin van § 9, tweede lid, niet langer in handen blijft van de in § 5 bedoelde personen.

§ 5. De in § 1 bepaalde vrijstelling van de biedplicht geldt ten voordele van volgende personen :

1° de natuurlijke personen of de rechtspersonen die, hetzij alleen, hetzij in onderling overleg, op de datum van inwerkingtreding van artikel 5, meer dan 30 % van de effecten met stemrecht houden in een vennootschap bedoeld in of aangeduid krachtens hetzelfde artikel;

2° indien de effecten met stemrecht in de betrokken vennootschap worden gehouden door een vennootschap, een andere rechtspersoon dan een vennootschap of een gelijkaardige constructie, de controlerende natuurlijke personen of rechtspersonen van deze entiteiten;

3° de echtgenoot, de bloed- of aanverwanten tot in de vierde graad van een in 1° of 2° bedoelde natuurlijke persoon die, door een overdracht onder levenden of ingevolge van overlijden, effecten met stemrecht verwerven die werden aangemeld met toepassing van § 6 en die, in voorkomend geval, onderworpen blijven aan een aangemeld onderling overleg;

4° de vennootschappen waarvan de effecten met stemrecht voor minstens 95% worden gehouden door de personen bedoeld in 1° tot 3°, evenals de andere rechtspersonen of constructies waarvan de zeggenschap toekomt aan de personen bedoeld in 1° tot 3°, en die effecten met stemrecht verwerven die werden aangemeld met toepassing van § 6 en die, in voorkomend geval, onderworpen blijven aan een aangemeld onderling overleg.

§ 6. Binnen 120 werkdagen na de datum van inwerkingtreding van artikel 5, gaan de personen bedoeld in § 5, 1° en 2°, over tot aanmelding aan de CBFA, onder de vorm van een aangetekende brief met ontvangstbewijs.

De aanmelding vermeldt de identiteit van elke effectenhouder, het feit dat hij al dan niet in onderling overleg optreedt en de partijen betrokken bij het onderling overleg, de omvang van de participatie van de effectenhouder en, waar toepasselijk, de controlerende natuurlijke personen of rechtspersonen. In geval van in onderling overleg handelende personen wordt, naast de aanmelding, aan de CBFA eveneens een mededeling van de modaliteiten van het akkoord van onderling overleg overgemaakt.

§ 7. Binnen 120 werkdagen na de datum van inwerkingtreding van artikel 5, richten de personen bedoeld in § 5, 1° en 2°, een mededeling aan de betrokken vennootschap, onder de vorm van een aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Deze mededeling vermeldt de identiteit van elke effectenhouder, het feit dat hij al dan niet in onderling overleg optreedt en de partijen betrokken bij het onderling overleg, de omvang van de participatie van de effectenhouder en, waar toepasselijk, de controlerende natuurlijke personen of rechtspersonen; deze mededeling hoeft evenwel geen melding te maken van de namen van de natuurlijke personen en van de controlerende natuurlijke personen bedoeld in § 5, 2°, die rechtstreeks of onrechtstreeks een belang in de betrokken vennootschap hebben dat minder bedraagt dan 3 % van de effecten met stemrecht van deze vennootschap.

Deze mededeling vormt het voorwerp van een bekendmaking door de betrokken vennootschap; zij wordt bekendgemaakt in het jaarverslag van de betrokken vennootschap zolang zij pertinent blijft.

§ 8. Van elke overdracht van effecten met stemrecht van de betrokken vennootschap of wijziging in de deelname door de controlerende natuurlijke persoon of rechtspersoon in een vennootschap, een andere rechtspersoon dan een vennootschap of een gelijkaardige constructie die effecten in de betrokken vennootschap houdt, wordt, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van artikel 5, jaarlijks aan de CBFA

aussi communiquée, selon la même fréquence, à la société concernée.

§ 9. Les définitions et présomptions prévues à l'article 3 sont applicables au présent article.

Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par « personnes physiques ou morales détenant le contrôle » les personnes physiques ou morales qui exercent directement ou indirectement le contrôle sur une société ou sur une personne morale autre qu'une société, quelle que soit la forme juridique que revêt cette entité ou quel que soit le droit dont elle relève, ou, dans le cas d'une « construction similaire », les personnes physiques ou morales qui sont directement ou indirectement des ayants droit au patrimoine d'un trust, d'une fiducie ou d'une construction similaire, quelle que soit la forme juridique que revêt cette entité ou quel que soit le droit dont elle relève.

Art. 75. A l'exception de l'article 18bis, le chapitre II de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, tel que modifié par la loi du 16 juin 1998, la loi du 10 mars 1999, l'arrêté royal du 13 juillet 2001, la loi du 2 août 2002 et la loi du 20 juillet 2004, est abrogé à la date fixée par le Roi.

La loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres, telle que modifiée par la loi du 20 juillet 2004, est abrogée à la date fixée par le Roi.

Art. 76. Le Roi prend les arrêtés d'exécution de la présente loi sur la proposition du ministre des Finances, sauf ceux qui concernent les articles 8, alinéa 2, 5°, et 61.

Le Roi prend les arrêtés d'exécution de l'article 61 sur la proposition du ministre de la Justice.

Le Roi prend les arrêtés d'exécution de l'article 8, alinéa 2, 5°, sur la proposition du ministre de la Justice et du ministre des Finances.

Art. 77. Le Roi fixe, éventuellement par article ou par groupe d'articles, la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Il peut, dans ce cadre, déterminer les modalités d'entrée en vigueur pour les dossiers en cours.

Par dérogation au premier alinéa, les articles 52 à 57 entrent en vigueur le jour de la publication de cette loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Références parlementaires* :

Documents de la Chambre des Représentants :

51 2834/2006/2007.

001 : Projet de loi.

002 et 003 : Amendements.

004 : Rapport.

005 : Texte adopté par la commission des Finances et Budget.

Compte rendu intégral : 15 février 2007.

Documents du Sénat :

3-2071-2006/2007

N° 1 : Texte adopté par la commission.

N° 2 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 15 mars 2007.

kennis gegeven. Deze gegevens worden, met dezelfde regelmaat, meegedeeld aan de betrokken vennootschap.

§ 9. Voor de toepassing van dit artikel gelden de definities en vermoedens bepaald in artikel 3.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « de controlerende natuurlijke personen of rechtspersonen » : de natuurlijke personen of rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks de controle hebben over een vennootschap of een andere rechtspersoon dan een vennootschap, ongeacht de rechtsvorm die deze entiteit aanneemt of het recht waaronder zij ressorteert of, wat betreft een « gelijkaardige constructie », de natuurlijke personen of rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks, rechthebbende zijn ten aanzien van het vermogen van een trust, fiducie of een gelijkaardige constructie, ongeacht de rechtsvorm die deze entiteit aanneemt of het recht waaronder zij ressorteert.

Art. 75. Met uitzondering van artikel 18bis, wordt hoofdstuk II van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, zoals gewijzigd bij de wet van 16 juni 1998, de wet van 10 maart 1999, het koninklijk besluit van 13 juli 2001, de wet van 2 augustus 2002 en de wet van 20 juli 2004, opgeheven op de door de Koning vastgestelde datum.

De wet van 22 april 2003 betreffende de openbare aanbiedingen van effecten, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2004, wordt opgeheven op de door de Koning vastgestelde datum.

Art. 76. De Koning neemt de besluiten ter uitvoering van deze wet op voorstel van de minister van Financiën, behoudens deze die de artikelen 8, tweede lid, 5°, en 61 betreffen.

De Koning neemt de besluiten ter uitvoering van artikel 61 op voorstel van de minister van Justitie.

De Koning neemt de besluiten ter uitvoering van artikel 8, tweede lid, 5°, op voorstel van de minister van Justitie en de minister van Financiën.

Art. 77. De Koning bepaalt, desgevallend per artikel of groep van artikelen, de datum van inwerkingtreding van deze wet. Hij kan in dit kader modaliteiten van inwerkingtreding voor hangende dossiers bepalen.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 52 tot en met 57 in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands Zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Parlementaire verwijzingen* :

Stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

51 2834/2006/2007.

001 : Wetsontwerp.

002 en 003 : Amendementen.

004 : Verslag.

005 : Tekst aangenomen door de commissie voor Financiën en de Begroting.

Integraal verslag : 15 februari 2007.

Documenten van de Senaat :

3-2071-2006/2007

Nr. 1 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 2 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 15 maart 2007.